

Sommet mondial des médias à Pékin

LE VIBRANT PLAIDOYER DE KAMEL MANSARI

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8635 - SAMEDI 7 NOVEMBRE 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Prix et approvisionnement alimentaires

Un suivi quotidien en ligne

Page 5

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE POUR LES LOCALES LANCÉE

LES PARTIS PASSENT À L'ACTION



Lancée avant-hier, la campagne pour les élections locales du 28 novembre a vu les chefs de partis occuper le terrain dès le premier jour, de Bouira à Adrar en passant par Alger et Ghardaïa. Programmes, slogans et appels à la participation : tous misent sur la compétence des candidats et l'implication des citoyens dans la gestion locale.

Page 3

QUALIFICATIONS CAN-2027

Hemdani vise la victoire face au Togo

Page 9

«LE PRIEUR DE BETHLÉEM», DE YASMINA KHADRA

«Un monde faux et malade, et lâche»

Page 11

LA BELLE HISTOIRE SE PROLONGE

Une délégation de Lawrence en visite en Algérie

Page 16

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

Page 02.qxp_Mise en page 1 06/11/2026 5:00 PM Page 1

ALGÉRIE – NIGER

Tebboune présente ses condoléances au président Tiani

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier, un message de condoléances à son homologue du Niger, le général Abdourahmane Tiani, suite au décès de son père, a indiqué la présidence de la République.

«Excellence, Général d'Armée Abdourahamane Tiani, président de la République du Niger, Chef de l'Etat, Monsieur le Président et cher frère, c'est avec une vive émotion et une profonde tristesse que j'ai appris le décès de votre regretté père, Puisse Allah Tout-Puissant l'entourer de Sa sainte miséricorde et l'accueillir en Son vaste paradis», a écrit Tebboune dans son message. «Résigné à la volonté d'Allah, je tiens, en cette pénible épreuve, à vous présenter, au nom de l'Algérie, peuple et Gouvernement, et en mon nom personnel, mes sincères condoléances et mes profonds sentiments de compassion», a-t-il ajouté.

«Partageant votre peine en cette douloureuse circonstance, j'implore Allah Tout-Puissant d'entourer le défunt de Sa vaste miséricorde et de Son pardon, de l'accueillir en Son vaste Paradis et de vous prêter, ainsi qu'à vos proches, patience et réconfort. Tout en vous renouvelant mes sincères condoléances, je vous prie d'agréer, Excellence, Monsieur le Président et cher frère, l'expression de ma très haute considération et de mon profond respect. A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons», a conclu le président.

S. N.

EN RECONNAISSANCE À SON PARCOURS SCIENTIFIQUE

Le professeur Youcef Mentalecheta reçu par le Premier ministre

CHARGÉ par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Sifi Ghrieb a honoré, jeudi, le professeur Youcef Mentalecheta, ont indiqué les services du Premier ministère dans un communiqué.

«Sur instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a reçu le jeudi 05 novembre 2026 le professeur Youcef Montalecheta, lors d'une rencontre destinée à l'honorer en reconnaissance de son parcours scientifique et de ses contributions remarquables à l'établissement des premières bases du développement des technologies de l'information et de la communication dans notre pays», a précisé la même source.

La rencontre a été également l'occasion de discuter des moyens de renforcer ces technologies et de suivre les transformations structurelles que connaît le monde, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Il a été souligné, à l'occasion, les capacités et les potentiels prometteurs dont dispose l'Algérie, en particulier les compétences nationales et les membres de la communauté nationale à l'étranger, affirmant la nécessite de travailler à leur mobilisation et à la valorisation de leur expertise pour contribuer à la réalisation de cette initiative stratégique, à laquelle l'État accorde une grande importance.

M. B.

PRÉSERVATION DE LA MÉMOIRE NATIONALE

Archives et témoignages, les chantiers prioritaires

Recenser les archives nationales dispersées à travers le monde, faciliter leur accès aux chercheurs et recueillir les témoignages des moudjahidine et des témoins de la Révolution de libération nationale, sont les principaux chantiers proposés, jeudi, par les participants à la deuxième session des Assises nationales sur la mémoire et l'histoire, qui s'est déroulée au Centre national d'études et de recherche sur la Résistance populaire, le Mouvement national et la Révolution du 1er Novembre 1954.



La bataille de la mémoire.

A cette occasion, les participants ont plaidé pour une gouvernance institutionnelle de la mémoire nationale, reposant sur des instruments scientifiques et documentaires, mais aussi sur un récit historique solide face aux tentatives de falsification et de désinformation.

Parmi les recommandations formulées, il a été notamment évoqué l'élaboration d'un inventaire national des fonds d'archives disponibles en Algérie et à l'étranger. Les intervenants ont également préconisé la création d'un portail numérique unifié, destiné à faciliter l'accès des chercheurs aux documents historiques afin de répondre aux difficultés liées à la dispersion des ressources documentaires et à leur accessibilité.

La collecte des témoignages constitue un autre axe majeur de ces recommandations. Les participants ont appelé au lancement d'un programme national d'histoire orale pour recueillir et documenter les récits des moudjahidine et des témoins de la Révolution.

Cette opération devrait être menée en coordination avec les universités, selon un protocole commun d'enregistrement et de conservation, afin de garantir la fiabilité et la pérennité de ces témoignages.

Ces propositions ont été développées par Abdelkader Baghdad Bey, membre du comité scientifique de la Commission nationale Histoire et Mémoire et doyen de la faculté des sciences humaines et sociales de l'université de Relizane, lors d'une conférence consacrée à «La gouvernance de la mémoire nationale, du concept aux politiques publiques». Le conférencier a estimé que cette gouvernance exige «la mise en place de cadres institutionnels et d'instruments clairement définis», capables de garantir la continuité et l'efficacité des actions engagées. Il a tenue à distinguer la gouvernance de la mémoire de la commémoration, qui demeure liée aux événements et aux dates historiques.

LA SOUVERAINETÉ NARRATIVE FACE AUX MUTATIONS NUMÉRIQUES

Il a également identifié plusieurs principes devant encadrer cette démarche, notamment la crédibilité scientifique fondée sur les documents et la méthodologie historique, la transparence dans la production et l'accès au savoir, ainsi que la définition des responsabilités des institutions et leur soumission à l'obligation de rendre compte. La participation, l'échange, la continuité et l'évaluation périodique complètent ces fondements.

Par ailleurs, la préservation de la mémoire nationale se pose également en termes de souveraineté dans un environnement marqué par la transformation des moyens de communication et de diffusion de l'information.

Cette problématique a été abordée par le professeur des relations internationales, Mohamed Amroune, lors d'une conférence intitulée «La mémoire nationale, l'identité et la souveraineté à l'ère des mutations internationales et numériques», également président de la commission des affaires étrangères, de la coopération internationale et de la communauté algérienne à l'étranger au Conseil de la nation, il a relevé que la notion de souveraineté dépasse désormais ses dimensions traditionnelles, au regard de la multiplicité des domaines dans lesquels se mesure la puissance des Etats. Attirant ainsi l'attention sur le recul de l'influence des médias traditionnels dans la formation de la conscience des nouvelles générations, face à l'essor des plateformes numériques dont les contenus échappent largement au contrôle des Etats. Abordant la notion de souveraineté narrative, Amroune a expliqué qu'aucun Etat ne peut maîtriser l'ensemble des contenus circulant dans l'espace numérique. Cette réalité rend indispensable la construction d'un récit national solidement documenté, en mesure de faire face aux versions erronées de l'histoire et aux tentatives de manipulation.

UNIFIER LES CONCEPTS HISTORIQUES

Ces préoccupations rejoignent les orientations exprimées par le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Abdelmalek Tacherift, à l'ouverture de cette deuxième session. Présidant le lancement des travaux, le ministre a placé la rigueur terminologique et conceptuelle au centre de la démarche scientifique consacrée à l'histoire et à la mémoire nationales.

Il a considéré cette rigueur comme «le socle du travail scientifique», indispensable à la contextualisation méthodologique des contenus, à l'élaboration des thématiques de recherche et à la réalisation d'études précises sur l'histoire nationale. Et de déclarer : «L'approche de la mémoire et de l'histoire se heurte désormais à des défis conceptuels et méthodologiques complexes, engendrés par l'interférence de notions issues de multiples domaines connexes.» Evoquant aussi les transformations numériques contemporaines et l'absence d'un récit historique unifié.

Le ministre a, dans ce contexte, appelé à renforcer la complémentarité entre les organismes et les secteurs concernés, en associant les institutions académiques, scientifiques, médiatiques et éducatives. Cette coordination devrait notamment aboutir à l'élaboration d'un glossaire national unifié des concepts et des terminologies liés à la mémoire et à l'histoire. En outre, il a souligné que la consolidation de la conscience collective constitue un moyen pour prémunir les générations contre les tentatives de désinformation et de déformation du récit historique.

Affirmant : «La fidélité au serment des chouhada et la défense de la mémoire nationale imposent d'accompagner la démarche nationale visant à consolider les fondements de l'identité, et à préserver une mémoire historique vivante et influente dans la conscience de la nation.» C'est sur cet esprit que les travaux de cette deuxième session ont porté sur les concepts fondateurs de la mémoire et de l'histoire, ainsi que sur les difficultés liées à leur définition et à leurs interactions.

Il convient de rappeler que lancées le 27 octobre dernier sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, les Assises nationales constituent un cadre de concertation scientifique destiné à dresser un état des lieux, identifier les insuffisances et formuler des propositions pour renforcer les mécanismes de préservation et de transmission de la mémoire nationale.

Sihem Bounabi

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE LANCÉE

Les partis passent à l'action

C'est avant-hier que le coup d'envoi de la campagne électorale pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW), prévue le 28 novembre, a été donné. Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Saad Arous, a donné le coup de starter au niveau des deux espaces dédiés à la Télévision et à la Radio, au siège de l'ANIE, en présence du secrétaire général du ministère de la Communication, et du président de l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA).



Les chefs des partis se mobilisent.

A cette occasion, M. Arous a souligné «l'importance capitale des médias publics dans la garantie d'une information électorale professionnelle, objective et équilibrée, notamment en ce qui concerne la répartition équitable du temps d'antenne réservé aux candidats, ainsi que le respect du principe d'égalité des chances».

A cette occasion, l'accent a également été mis sur «la nécessité pour les candidats de respecter les dispositions de la Charte d'éthique de la pratique électorale, en tant que cadre de référence visant à ancrer des pratiques électorales responsables, à promouvoir une culture de respect mutuel, d'objectivité et d'équité, et à faire preuve d'un sens élevé de responsabilité dans la gestion des différentes étapes de la campagne électorale, de manière à préserver les droits de l'ensemble des candidats».

Comme attendu, les chefs des partis politiques se sont mobilisés au premier jour de la campagne. Leurs interventions ont été marquées par la présentation des programmes électoraux, axés sur la compétence des candidats et l'implication citoyenne dans la gestion locale.

Dans ce contexte, le président du parti Sawt Echaab, Lamine Osmani, a détaillé, lors d'une conférence de presse au siège de son parti à Alger, le programme électoral de sa formation ayant adopté le slogan: «Nous sommes votre voix», un plan d'action qui «repose essentiellement sur l'implication active des citoyens dans la gestion locale». M. Osmani a proposé la création d'une plateforme numérique au niveau des communes pour recueillir les doléances et les propositions des citoyens.

De son côté, le président du mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, a exposé la vision de sa formation politique lors d'un meeting populaire à Sour El Ghouzlane (Bouira), exhortant les citoyens à participer massivement aux vote le jour du scrutin. L'orateur a notamment insisté sur le fait que la mission des futurs élus locaux «ne doit pas se limiter au travail dans leurs bureaux», mais ils se doivent d'aller sur le terrain pour planifier des projets à même de dynamiser le développement socio-économique à travers leurs communes respectives.

Après avoir qualifié ce scrutin de «crucial», M. Bengrina a rappelé que ces élections permettront de choisir des représentants au service du peuple pour contribuer à l'édification d'un Etat de droit moderne à partir de la base.

Pour sa part, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, a expliqué, lors d'un meeting à Adrar, que le programme de son parti «repose sur une analyse réaliste des besoins des communes et des wilayas», en prenant en compte «les spécificités géographiques, démographiques et économiques, ainsi que leurs ressources financières et humaines». Le responsable du RND a affirmé : «Les élections locales interviennent à une période marquée par l'accélération des mutations économiques et sociales, ainsi que par les enjeux liés à la numérisation et à l'intelligence artificielle.» Ajoutant : «Cette conjoncture exige une vision de développement fiable permettant de suivre les mutations en cours, d'anticiper les défis futurs et de mobiliser les potentialités locales selon des priorités claires et bien définies.»

De son côté, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelaali Hassani Cherif, a consacré une conférence de presse, à Alger, pour le lancement de la campagne à travers la présentation du programme de sa formation politique, placé sous le slogan «Injaz (Réalisation)». Il a notamment souligné que le MSP participe à ces échéances électorales en retenant des «candidats compétents, capables de mettre en œuvre un modèle réussi en matière de gestion des affaires locales», mettant en avant le lien direct entre les assemblées élues et les préoccupations quotidiennes des citoyens en vue d'aboutir au développement escompté.

Dans le sud du pays, le président du parti El-Karama, Mohamed Daoui, a souligné, depuis Ghardaïa, l'importance d'une forte participation citoyenne aux prochaines joutes électorales pour soutenir l'élan du développement local. Animant un rassemblement populaire dans la commune de Mansourah, il a invité les électeurs à choisir des candidats compétents pour porter leur voix et agir efficacement pour répondre aux préoccupations locales.

Hachemi B.

Début timide de la course aux locales à Constantine

ALORS QUE la campagne des élections locales a officiellement débuté le jeudi 5 novembre, l'activité politique observée à Constantine reste, dans ses premières heures, limitée. Hormis une activité très intense sur les réseaux sociaux et autres moyens de communication, peu de signes traduisent une mobilisation sur le terrain durant les deux premiers jours, en témoignent les panneaux réservés aux listes candidates sont restés quasiment vierges. Les premières sorties et rencontres annoncées sont ainsi attendues dans plusieurs communes de la wilaya, où neuf formations politiques et listes indépendantes sont engagées dans la course aux Assemblées populaires communales (APC) et à l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

A en croire le calendrier des rassemblements et meetings annoncé par la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), c'est le premier responsable du Rassemblement national démocratique dans la capitale de l'Est qui donnera ce samedi 7 novembre à 9 h, à la maison de la culture Malek-Haddad le coup d'envoi de la campagne électorale dans la wilaya en animant un meeting populaire.

À Constantine, la compétition électorale concerne 65 listes validées par la délégation de wilaya de l'Anie, dont 57 pour les élections des APC et huit pour l'APW. Ces listes regroupent 1 846 candidats aux assemblées communales et 432 candidats à l'Assemblée populaire de wilaya, répartis entre neuf composantes politiques, comprenant sept partis, une alliance et une liste indépendante.

Le scrutin concerne les douze communes de la wilaya, avec une configuration électorale qui varie d'une collectivité à une autre. La commune de Constantine compte six listes en lice, représentant notamment le Front de libération nationale (FLN), le RND, le mouvement El-Bina, le Front El-Moustakbal, le Mouvement de la société pour la paix (MSP), ainsi que la liste indépendante Madjd El Ahrar. Une configuration similaire est enregistrée à Hamma Bouziane, Aïn Abid et Aïn Smara. À l'inverse, la concurrence est moins importante dans certaines communes, à l'image de Messaoud-Boudjeriou et de Zighoud Youcef, où trois listes seulement sont engagées. À Beni Hamidène, Ibn Ziad et Ouled Rahmoune, la compétition se joue également entre un nombre restreint de formations politiques. Pour l'APW, les huit listes sont en lice, représentant le FLN, le RND, le mouvement El-Bina, le Front El-Moustakbal, le MSP, le Parti de la liberté et de la justice, l'alliance Ennahda-El-Adala ainsi que la liste indépendante Madjd El Ahrar.

Sur le plan organisationnel, les services de la wilaya ont mobilisé 39 salles réparties à travers les douze communes pour accueillir les meetings et les rencontres publiques des candidats. La commune de Constantine dispose, à elle seule, de treize salles. Leur attribution a été effectuée en fonction des demandes formulées par les différentes formations politiques, avec le recours, en cas de demandes concurrentes pour un même créneau, à un accord entre les parties ou, à défaut, à un tirage au sort, avait en outre annoncé la délégation de l'autorité en charge de la surveillance du déroulement du scrutin. Selon le calendrier établi à la suite de cette opération, le RND prévoit douze meetings durant la campagne, avec l'objectif de couvrir l'ensemble des communes. Le Front El-Moustakbal a, pour sa part, programmé quinze rencontres, tandis que le MSP prévoit notamment des rassemblements à Constantine et à El Khroub. Le Parti de la liberté et de la justice compte également organiser plusieurs meetings dans les communes rurales.

Le FLN, de son côté, a programmé quatre rassemblements concentrés dans la commune de Constantine, tandis que le Parti des travailleurs prévoit une seule rencontre à Hamma Bouziane. Cette répartition laisse entrevoir des stratégies de présence différentes selon les formations et leur implantation locale. Quant à la couverture médiatique, autre volet non moins important de cette organisation, un calendrier de répartition des temps d'intervention des candidats a été établi pour la radio locale et la télévision publique. Des représentants de l'ANIE ont été mobilisés au niveau des studios afin d'assurer le suivi des enregistrements et de veiller au respect des dispositions réglementaires.

La campagne électorale, qui se poursuivra jusqu'au 24 novembre, devra ainsi permettre aux candidats de présenter leurs programmes et de convaincre les électeurs, avant le scrutin. Reste à savoir si les prochaines journées donneront lieu à une mobilisation plus soutenue sur le terrain.

Amine B.



ZONE FRANCHE DE TINDOUF

Réception attendue avant fin 2026

LE MINISTRE du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a indiqué, jeudi, que la zone franche commerciale dans la wilaya de Tindouf sera réceptionnée avant la fin de l'année en cours, ce qui permettra de développer les échanges commerciaux internationaux avec les pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment les exportations nationales.
Lors d'une séance plénière de questions orales au Conseil de la nation, présidée par Azouz Nasri, président du Conseil, et de membres du gouvernement, le ministre a précisé que «ce projet stratégique, s'étendant sur une superficie de 200 hectares, dont la première pierre a été posée en 2024 par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et son homologue mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, s'inscrit dans la vision de l'Etat visant à promouvoir les échanges commerciaux avec la Mauritanie et les pays de l'Afrique de l'Ouest».
M. Rezig a indiqué que les travaux de réalisation de cette zone stratégique, située à proximité du poste frontalier, ont été entièrement parachevés, faisant de ce projet un espace intégré comprenant six grands entrepôts, de vastes espaces dédiés aux exposants, un centre de contrôle des marchandises, une base de vie, une administration abritant les sièges des services douaniers, bancaires et d'assurance, ainsi que des infrastructures de services et de sécurité et un centre de santé, offrant ainsi un environnement de travail intégré aux opérateurs économiques.
Il a, à cet égard, fait état de l'élaboration d'un projet de décret exécutif portant création d'un établissement public chargé de la gestion des zones franches, qui est actuellement au niveau du Secrétariat général du Gouvernement, mettant en avant «la coordination entre les services du ministère et l'ensemble des secteurs concernés, afin de finaliser les procédures de livraison définitive et de mettre l'infrastructure en exploitation effective.

M. B.

ENGAGEMENT SOCIAL, ÉQUILIBRES FINANCIERS ET PRIORITÉS DU PLF 2027

Les réponses de Lebbou aux députés

Le Projet de loi de finances (PLF) 2027 vise à diversifier les recettes publiques, attirer les fonds informels, tout en limitant l'impact de la vague inflationniste enregistrée à l'échelle mondiale et en préservant le pouvoir d'achat du citoyen. C'est ce qu'a affirmé le ministre des Finances, Mohamed Lamine Lebbou, à l'Assemblée populaire nationale (APN), lequel a souligné les priorités du projet de loi, mais aussi le fait que le déficit budgétaire n'est pas propre à l'Algérie.

Dans sa réponses aux questions des députés après un débat de trois jours qui a suivi la présentation du PLF devant la chambre basse du Parlement, le ministre des Finances a précisé que ce projet reflète le caractère social de l'Etat et ses engagements en matière de protection du pouvoir d'achat des catégories à faible revenu, tout en rationalisant les dépenses publiques, en diversifiant les recettes et le recouvrement fiscal et en soutenant la transition vers une économie productive.
Lors de cette séance présidée par la présidente de l'Assemblée, Khalida Boufedeche, en présence de plusieurs membres du gouvernement, le Premier argentier du pays a indiqué que le projet de loi prévoit des mesures visant à encourager l'investissement productif et soutenir les secteurs hors hydrocarbures, notamment les start-up, de manière à élargir l'assiette économique et fiscale sans augmenter les taux d'imposition.
Il a ajouté que ces mesures portent notamment sur l'amélioration du recouvrement fiscal, le renforcement du rendement de l'administration fiscale, la lutte contre l'évasion fiscale, ainsi que l'amélioration du contrôle et du respect de la conformité fiscale.
Le ministre a également assuré que le PLF 2027 accorde une importance particulière au soutien à la croissance économique et à l'accélération de la réalisation des grands projets économiques à fort rendement, notamment dans les secteurs des mines, des transports, de l'industrie, de l'agriculture et des industries agroalimentaires.


Mohamed Lamine Lebbou.

Concernant la préservation du pouvoir d'achat des citoyens et la réduction des pressions inflationnistes, le ministre a souligné la volonté de l'Etat de garantir la stabilité des prix, d'assurer la disponibilité des produits de première nécessité et de lutter contre la spéculation et le monopole à travers la poursuite du soutien aux produits et services essentiels de large consommation, la réhabilitation des marchés de gros, le renforcement du contrôle des marchés, la construction de stocks stratégiques, ainsi que le développement du contrôle numérique et des mécanismes d'alerte précoce.

LE SOUTIEN CIBLÉ TRIBUTAIRE DE LA NUMÉRISATION

S'agissant de la politique de soutien ciblé, Lebbou a expliqué que sa mise en œuvre est liée à l'achèvement du processus de numérisation, qui permettra de garantir l'équité et l'égalité dans la répartition des aides.
En réponse aux questions des députés sur les équilibres financiers de l'Etat, le ministre a affirmé que le niveau de la dette publique en Algérie reste inférieur au seuil de référence retenu pour les marchés émergents, relevant que le déficit budgétaire n'est pas propre à l'Algérie.
A ce propos, il a mis l'accent sur la nécessité d'évaluer le niveau de la dette publique au regard de l'évolution du produit intérieur brut (PIB), rappelant que «99 % de la dette publique est intérieure, ce qui nous confère une grande autonomie dans la prise de nos décisions économiques».

DIVERSIFICATION DES OUTILS DE FINANCEMENT

Le premier financier s'est, par ailleurs, exprimé sur le déficit budgétaire. Il a affirmé que le traitement du déficit s'opère en fonction d'une approche équilibrée, basée sur la mobilisation des ressources financières, le recours à la dette intérieure et au Fonds de régulation des recettes (FRR), tout en consacrant la renonciation au financement extérieur, la rationalisation des dépenses, l'élargissement de l'assiette fiscale et la lutte contre l'évasion fiscale. Il a également évoqué l'orientation de l'Etat vers la diversification des outils de financement, à l'instar des chèques souverains, l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, à travers l'organisation des priorités des dépenses, le renforcement du contrôle sur l'exécution du budget, soulignant l'importance des mesures fiscales contenues dans le PLF, en sus des mesures visant à attirer les fonds en circulation sur le marché parallèle et la valorisation des biens nationaux.
Le ministre a indiqué, à titre d'exemple, que les services de son département ministériel comptent plus de 800 000 opérations de publicité foncière par an, ce qui a motivé l'actualisation du taux de la taxe de 1 % à 2,5 %.
Concernant les onze wilayas créées récemment, Lebbou a affirmé que ces dernières ont bénéficié d'une enveloppe financière globale de 152 milliards dinars comme autorisations d'engagement et 132 milliards dinars comme crédits de paiement, soulignant l'importance des enveloppes financières réservées à la réalisation de structures vitales et d'infrastructures dans ces wilayas.

Lilia Aït Akli

PARTENARIAT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

L'USTHB signe une convention avec le CRAT

L'UNIVERSITÉ des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) multiplie ses partenariats avec les établissements de recherche. Une convention- cadre de partenariat scientifique et technique a été signée avec le Centre de recherche en aménagement du territoire (CRAT), dans la perspective de rapprocher les compétences académiques, les capacités d'encadrement, les plateformes techniques et les activités de recherche appliquée des deux institutions. Cette convention a été signée entre l'USTHB, représentée par son recteur, Djamel Eddine Akretche, et le Centre de recherche en aménagement du territoire (CRAT), représenté par son directeur, Chouki Benabbas, en présence des cadres administratifs des deux établissements.
Un partenariat qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la recherche scientifique, de l'innovation et de la formation supérieure, ainsi que de l'élargissement du réseau de partenariats scientifiques de l' USTHB, au service du développement durable. L'importance de ce nouveau partenariat a été mise en avant par le recteur de l'USTHB, lors de la cérémonie de signature tenue, mercredi passé, au rectorat de l'université. Il a, en effet, souligné l'importance de développer des relations de coopération et des partenariats stratégiques avec les établissements de recherche, conformément aux exigences du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.
Il a indiqué que ce type de conventions constitue un levier essentiel pour le développement de la recherche scientifique et le renforcement de la dynamique de l'innovation. M. Akretche a également mis en avant la place centrale de la spécialité de l'aménagement urbain, qu'il a qualifiée de domaine scientifique stratégique, aussi important que les autres disciplines scientifiques et technologiques. Le recteur a ainsi présenté les principaux objectifs de cette convention-cadre, qui visent notamment à développer des programmes de recherche scientifique et technique conjoints dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, de l'environnement et du développement durable, à renforcer les échanges d'expertises et de compétences entre les deux parties, ainsi qu'à coopérer dans l'organisation de manifestations scientifiques liées à ces domaines. Il a également réaffirmé la disponibilité de l'université à mobiliser ses moyens scientifiques, pédagogiques et techniques afin d'assurer la réussite de ce partenariat et de concrétiser ses objectifs à travers des projets et des résultats tangibles et fructueux. De son côté, le directeur du Centre de recherche en aménagement du territoire a présenté le rôle et la place du centre aux niveaux national et international, ainsi que son expérience dans l'élaboration de projets de recherche.
Il a, par ailleurs, souligné l'engagement du Centre à accueillir des stagiaires, des doctorants et des chercheurs dans le cadre de projets approuvés conjointement, tout en mettant à leur disposition son expertise et ses moyens dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'analyse spatiale, de la géomatique, de la modélisation et de l'observation territoriale, afin de consolider les perspectives de coopération scientifique et technique entre les deux institutions.

L. A. A.

Page 05.qxp_Mise en page 1 06/11/2026 4:34 PM Page 1

PRIX ET APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS ALIMENTAIRES

Une plateforme numérique pour un suivi quotidien

Le gouvernement renforce son dispositif de régulation du marché national à travers le lancement d'une nouvelle plateforme numérique consacrée au suivi quotidien des prix et de la disponibilité des produits de consommation de première nécessité. Cette initiative vise à améliorer la visibilité sur les circuits d'approvisionnement, à renforcer le contrôle des prix et préserver le pouvoir d'achat des citoyens, conformément aux instructions du président de la République.



Sifi Ghrieb.

Le lancement officiel de cet outil numérique a été au centre d'une réunion interministérielle présidée, jeudi, par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, dans le cadre de la série de rencontres consacrées à la régulation du marché national, a indiqué un communiqué du premier ministère. La nouvelle plateforme repose sur une approche participative associant l'ensemble des intervenants dans les chaînes d'approvisionnement du marché national. A travers un système de suivi numérique transparent et structuré, elle doit permettre d'assurer « une meilleure traçabilité des marchandises et des produits, de suivre leur disponibilité sur le marché et de contrôler l'évolution des prix aux différents niveaux des circuits de commercialisation », a-t-on précisé. Cette démarche entend ainsi renforcer les mécanismes de suivi et de régulation du marché, en s'appuyant sur une meilleure coordination entre les différents acteurs de la production, du stockage et de la distribution.

La réunion s'est tenue par visioconférence, avec la participation des ministres concernés et des walis, ainsi que des représentants des principales organisations professionnelles du secteur agricole et commercial. Parmi les participants, figuraient notamment les présidents de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) et de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA).

Des représentants des différentes filières agricoles professionnelles, des exploitants agricoles, quelle que soit la taille de leurs exploitations, même des propriétaires de chambres froides ont également pris part aux travaux.

A cette occasion, le Premier ministre a réitéré l'engagement du gouvernement à assurer un accompagnement permanent aux agriculteurs et aux commerçants exerçant réellement leur activité, tout en veillant à l'écoute de leurs préoccupations et leur prise en charge effective.

De leur côté, les walis ont été instruits de prendre sans délai les mesures légales et coercitives nécessaires pour lutter contre toute tentative de création artificielle de pénuries, de perturbation de l'approvisionnement des marchés ou de manipulation des prix. L'objectif demeure de garantir la stabilité de l'approvisionnement du marché national et de protéger le pouvoir d'achat des citoyens.

Cette initiative intervient dans un contexte marqué par des tensions sur le marché de certains produits de large consommation, notamment la pomme de terre, dont les prix connaissent des fluctuations, alors qu'elle constitue l'un des produits agricoles les plus consommés par les ménages algériens. À ces tensions s'ajoutent des difficultés de disponibilité de l'huile de table dans certains circuits de distribution, malgré les assurances de producteurs nationaux qui ont affirmé que leur production se poursuivait normalement et à son rythme habituel.

Rim Boukhari

ALGERIE – ESPAGNE

Le CREA pour un partenariat axé sur la création de valeur ajoutée

LE RENFORCEMENT des partenariats économiques et industriels entre l'Algérie et l'Espagne a été au centre de la participation du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, au troisième Forum ibéro-africain, qui s'est tenu à Madrid. C'est ce qu'a indiqué, jeudi, un communiqué du CREA.

Intervenant lors de la session inaugurale consacrée à l'initiative européenne « Global Gateway », Kamel Moula a mis en avant les perspectives de coopération entre les entreprises des deux pays, notamment dans les secteurs à fort potentiel industriel et énergétique. Cette rencontre a notamment permis de souligner le rôle des organisations patronales dans la mise en place de partenariats économiques en adéquation avec les priorités de développement des économies africaines. Dans cette optique, l'articulation entre l'investissement, le développement des compétences et la coopération entre les secteurs public et privé constitue un levier essentiel pour concrétiser des projets structurants, générateurs de valeur ajoutée et d'emplois.

Le CREA défend, à ce titre, un modèle de coopération reposant sur la production industrielle conjointe, le transfert de savoir-faire et l'intégration des entreprises locales dans les chaînes de valeur. L'initiative « Global Gateway » est ainsi considérée comme un cadre susceptible de favoriser cette dynamique, en rapprochant les opérateurs économiques africains et européens autour de projets d'investissement structurants. Les opportunités de coopération entre les entreprises algériennes et espagnoles concernent plusieurs filières stratégiques, notamment les énergies renouvelables, l'hydrogène, les engrais et l'ammoniac, l'industrie automobile ainsi que la sous-traitance industrielle. Dans le domaine énergétique, le projet de corridor hydrogène « SoutH2 » illustre également les possibilités de développer des synergies industrielles et énergétiques entre l'Algérie et l'Europe, a indiqué un communiqué du Conseil.

Disposant d'atouts importants en matière énergétique, l'Algérie entend ainsi valoriser la complémentarité de ses capacités industrielles avec celles de ses partenaires, en s'appuyant notamment sur sa proximité géographique avec l'Europe et sur une volonté commune de développer des activités de production à plus forte valeur ajoutée.

A travers cette participation au forum, le CREA entend poursuivre son travail de rapprochement entre les entreprises algériennes et leurs partenaires étrangers, à travers l'identification de projets communs et le renforcement du dialogue avec les organisations patronales partenaires. La coopération avec la Confédération espagnole des organisations entrepreneuriales (CEOE) s'inscrit dans cette démarche visant à promouvoir un partenariat économique durable, fondé sur des intérêts mutuellement bénéfiques.

R. B.

FORUM MONDIAL DE L'OCDE

La transparence fiscale de l'Algérie notée «conforme pour l'essentiel»

L'ALGÉRIE a obtenu la notation «conforme pour l'essentiel» à la norme internationale de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales, à l'issue de la publication du rapport d'examen par les pairs sur la transparence et l'échange de renseignements sur demande concernant l'Algérie (deuxième cycle), élaboré par le Forum mondial relevant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). C'est ce qu'a indiqué, jeudi, un communiqué de la Direction générale des impôts (DGI). Publié le 3 novembre 2026, ce rapport présente les résultats de l'évaluation du cadre juridique algérien en vigueur au 12 août 2026, ainsi que de sa mise en œuvre pratique en matière de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales durant la période allant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2025, précise la même source. L'Algérie, qui a rejoint le Forum mondial en 2021, a fait l'objet d'une première évaluation portant sur le cadre juridique régissant la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, ainsi que sur son application effective.

A l'issue de cet examen, le Forum mondial a jugé l'Algérie «largement conforme» à la norme internationale en la matière, ce qui traduit l'existence d'un dispositif juridique et institutionnel assurant globalement la disponibilité des renseignements pertinents, ainsi que leur accès et leur échange à des fins fiscales.

L'évaluation relève notamment les avancées significatives enregistrées par l'Algérie durant la période concernée, à travers l'adoption de réformes législatives, réglementaires et opérationnelles visant à renforcer la transparence fiscale. Les travaux d'évaluation ont été pilotés par le ministère des Finances, à travers la Direction générale des impôts, chargée de la coordination avec l'ensemble des départements ministériels et des institutions publiques membres du groupe de travail interministériel, ajoute le communiqué. Le rapport met également en évidence les avancées considérables réalisées par la DGI dans la mise en œuvre des normes internationales en matière de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales, notamment à travers la ratification de la Convention multilatérale d'assistance administrative mutuelle, qui élargit considérablement le champ de la coopération fiscale internationale de l'Algérie. Il souligne également la création, en octobre 2024, d'une unité d'échange international de renseignements, ayant contribué au renforcement des capacités opérationnelles de la DGI dans ce domaine. La publication de ce rapport, assortie de l'attribution officielle de la notation «conforme pour l'essentiel», constitue une étape importante dans le processus d'alignement du dispositif national sur les normes internationales en matière de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales, en vue de lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi que les flux financiers illicites et de mobiliser des ressources fiscales durables, conclut la même source.

S. N.

DEUX RÉSEAUX CRIMINELS TRANSFRONTALIERS DÉMANTELÉS À ALGER

Saisie de plus d'un million de comprimés psychotropes

DEUX RÉSEAUX de criminels transfrontaliers ont été démantelés par le Service de lutte contre les drogues et les substances psychotropes de la Gendarmerie nationale à Alger, et plus d'un million de comprimés psychotropes et de 30 kilogrammes de drogues dures (cocaïne) ont été saisis, a indiqué, jeudi, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention contre les drogues et les stupéfiants, et en continuité des efforts consentis par les personnels de l'Armée Nationale Populaire pour lutter contre les narcotrafiquants et les barons du trafic illicite des stupéfiants, les personnels du Service de Lutte Contre les Drogues et les substances psychotropes de la Gendarmerie Nationale à Alger, ont démantelé, jeudi, deux réseaux de criminels transfrontaliers », est-il indiqué dans le communiqué.

Cette opération s'est soldée par l'arrestation de trente-trois narcotrafiquants, dont un mineur, ainsi que la saisie de plus d'un million de comprimés psychotropes, de 30 kg de drogues dures (cocaïne) et de 176 kg de kif traité, ainsi que de 21 véhicules utilitaires et d'une somme d'argent estimée à 200 millions de centimes.

« Cette opération de qualité, confirme, de nouveau, la détermination des unités de l'Armée Nationale Populaire, dans toutes ses composantes, à poursuivre leurs actions visant à faire face, avec fermeté et persévérance, aux réseaux criminels activant dans le domaine du trafic et du commerce illicite des drogues et des substances psychotropes, à intensifier les efforts afin de démanteler et contrecarrer les desseins malveillants de ses criminels, et à contribuer ainsi au renforcement de la sécurité des citoyens et la stabilité du pays », conclut le communiqué du MDN.

M. D.

ORAN

Près d'un quintal de cocaïne saisi en provenance du Maroc

LES SERVICES opérationnels de la Sûreté nationale de la région Ouest ont démantelé à Oran la structure organisationnelle de deux réseaux organisés à ramification internationale, spécialisés dans la contrebande et le trafic de drogues dures dont l'activité part du Maroc, procédant à la saisie de plus de 96 kg de cocaïne et à l'arrestation de douze de leurs membres, a indiqué jeudi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Les investigations sur le terrain et les recherches opérationnelles minutieuses ont conduit les enquêteurs à découvrir la composition de la structure criminelle des deux réseaux, dirigés par des barons marocains agissant depuis le Maroc et l'Europe, ainsi qu'à identifier les autres membres actifs dans l'ouest du pays et les caractéristiques des moyens de transport et de déplacement utilisés lors de leur activité criminelle. Les mis en cause ont ainsi été interpellés successivement par les éléments du service, et deux cargaisons de drogues synthétiques ont été saisie.

Ces deux opérations, menées sous la supervision des parquets compétents, ont également abouti à la saisie de trois camions, 11 véhicules de différentes catégories et trois motos liés à l'activité criminelle, en sus d'une somme d'argent en monnaie nationale de plus de 215 millions de centimes, issue des revenus criminels, la valeur financière globale des saisies étant estimée à plus de 200 milliards de centimes.

S. N.

LE MINISTRE DU TRAVAIL À TIPASA

Inspection et inauguration de plusieurs structures

Dans le cadre du suivi des activités et du fonctionnement des structures et établissements relevant du secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et afin d'évaluer l'amélioration de la qualité des services rendus aux citoyens, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Hattab, a effectué, jeudi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tipasa.

À cette occasion, il a visité plusieurs structures du secteur, s'est enquis du déroulement de leurs activités et de leurs projets, et pris connaissance de diverses initiatives à caractère social et humanitaire.

Cette visite a été l'occasion de souligner l'importance accordée par le secteur à l'amélioration de la prise en charge des retraités. Lors de sa visite au siège de la CNR, le ministre a insisté sur la nécessité d'élever la qualité des services destinés à cette catégorie, de simplifier les procédures administratives et de réduire les délais de traitement des dossiers.

Par ailleurs, dans le but de renforcer et d'élargir la couverture sociale, le ministre a souligné, lors de sa visite au siège de la (CASNOS), l'impératif d'étendre cette couverture aux différentes catégories de travailleurs, notamment les travailleurs indépendants. Le ministre a également mis en avant la nécessité d'ancrer la culture de l'affiliation et de la déclaration auprès des non-salariés, en simplifiant les procédures. Il a ensuite présidé la cérémonie de pose de la première pierre du nouveau siège de la CNAS et examiné l'avancement des travaux d'un centre de paiement relevant de la même agence, dans la commune de Gouraya. À cette occasion, il a souligné que le développement et la modernisation des structures publiques, ainsi que leur rapprochement des citoyens, particulièrement dans les zones nécessitant des déplacements supplémentaires, permettront d'améliorer la couverture des services et d'alléger les contraintes de déplacement pour les assurés sociaux. Le ministre a procédé également à l'inauguration de 60 logements (formule LPA2) et de 12 logements (LPL), réalisés dans le cadre des programmes de la Caisse (FNPOS). Il a insisté sur le fait que l'accès à ces programmes doit reposer sur les principes de transparence, d'équité et d'égalité des chances pour tous les travailleurs.



Mohamed Hattab.

Il convient de noter que cette visite de terrain s'inscrit dans les efforts du secteur visant à améliorer la performance de ses établissements et structures locales, développer les services de sécurité sociale, et renforcer les mécanismes de protection et de solidarité. Cette démarche traduit une volonté ferme de promouvoir un service public plus efficace.

T. Bouhamidi

FORMATION AUX PREMIERS SECOURS

Les étudiants mobilisés pour sauver des vies

LE CROISSANT-ROUGE algérien, en coordination avec le Rassemblement des étudiants algériens libres, vient de lancer une campagne nationale de formation aux premiers secours destinée aux étudiants universitaires. Déployée dans un premier temps dans neuf wilayas, cette initiative ambitionne d'ancrer la culture du secourisme en milieu universitaire et de préparer les étudiants à intervenir face aux situations d'urgence.

Faire des étudiants des acteurs capables de porter secours et de contribuer à sauver des vies. C'est l'objectif de la campagne nationale de formation aux premiers secours lancée, le 3 novembre, par le Croissant-Rouge algérien, en partenariat avec le Rassemblement des étudiants algériens libres, sous le slogan « Un étudiant secouriste ».

Prévue pour se poursuivre tout au long de l'année universitaire, cette opération ciblera les étudiants au sein des résidences universitaires à travers le territoire national. Elle vise à élargir l'accès à la formation aux gestes de premiers secours et renforcer les capacités d'intervention des jeunes face aux accidents et aux situations nécessitant une prise en charge rapide.

La première étape de cette campagne concerne neuf wilayas, à savoir Djelfa, Constantine, Laghouat, Blida, Relizane, Aïn Defla, Aïn Témouchent, Sidi Bel Abbès et Sétif. Le dispositif sera progressivement étendu aux autres wilayas, conformément au programme national établi.

Sur le terrain, les formations seront assurées par des encadreurs spécialisés du Croissant-Rouge algérien et comprendront des volets théoriques et pratiques. Les participants seront initiés aux principes fondamentaux des premiers secours ainsi qu'aux techniques d'intervention appropriées en cas d'accident ou d'urgence.

À travers cette démarche, les deux partenaires entendent faire du milieu universitaire un espace de sensibilisation et d'apprentissage des réflexes qui peuvent s'avérer déterminants dans la prise en charge des victimes avant l'arrivée des secours spécialisés.

Au-delà de l'acquisition de compétences techniques, cette initiative ambitionne de mobiliser les étudiants autour d'une démarche citoyenne et solidaire. Considérés comme un vivier de compétences et une force active au sein de la société, ils sont appelés à jouer un rôle dans la diffusion de la culture du secourisme et la prévention des risques. Cette campagne traduit ainsi la volonté du Croissant-Rouge algérien et de son partenaire de renforcer la formation aux premiers secours en milieu universitaire, tout en contribuant à développer une société davantage préparée à faire face aux situations d'urgence et aux catastrophes.

Lynda Louifi

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le sport s'installe davantage dans les CFPA

LE SECTEUR de la Formation et de l'Enseignement professionnels entend renforcer la place du sport dans le parcours des stagiaires. C'est dans cette perspective que la ministre du secteur, Nassima Arhab, a présidé, jeudi, au complexe sportif de Ben Aknoun, la cérémonie officielle de lancement de la saison sportive 2026-2027, en présence de cadres du secteur, de représentants de la communauté de la formation professionnelle et de nombreux stagiaires.

Cette nouvelle saison sera marquée par l'élargissement de l'offre sportive avec l'introduction de deux disciplines supplémentaires : le volley-ball et la pétanque. Celles-ci viennent compléter les activités déjà proposées dans les établissements de formation, à savoir le football, le handball, le basketball, l'athlétisme, le tennis de table et les échecs.

À travers cette diversification, le département entend offrir davantage de possibilités de participation aux stagiaires, tout en favorisant la découverte et l'émergence de nouveaux talents sportifs. L'objectif est également de faire de la pratique sportive une composante à part entière de la vie au sein des établissements de formation professionnelle. Intervenant à cette occasion, la ministre a mis en avant le rôle du sport dans le développement des capacités physiques et intellectuelles des stagiaires. Elle a notamment souligné sa contribution à leur épanouissement personnel et à l'acquisition de valeurs essentielles, telles que la discipline, la persévérance, l'esprit d'équipe et le respect des règles de la compétition. Dans ce sens, Nassima Arhab a appelé les responsables et les différents acteurs du secteur à conjuguer leurs efforts afin d'assurer le bon déroulement de cette saison. Elle a également insisté sur la nécessité de réunir les conditions nécessaires à la pratique sportive et d'encourager les stagiaires à prendre une part active aux différentes activités et compétitions.

Lynda L.

PRISON ILLÉGALE DÉCOUVERTE EN UKRAINE

Les milliards de l'Occident dans des lieux de torture

Après la découverte d'un lieu de torture près de Kiev, Maria Zakharova a accusé les autorités ukrainiennes de s'appuyer sur la peur et les détentions arbitraires, affirmant que les centres clandestins soutiennent le pouvoir.

En Ukraine, dans le même temps, la police traque les personnes qui avaient manifesté aux abords de la prison illégale. Les lieux de torture, semblables à celui découvert près de Kiev, constituent le « pilier » du pouvoir de Volodymyr Zelensky, a déclaré le 5 novembre Maria Zakharova, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. Selon elle, les Ukrainiens mobilisés, retenus dans des sous-sols, ont servi de « matériel physiologique » pour « l'entraînement aux pratiques sadiques et bandéristes du commandement », ainsi que de « sacs de frappe pour leurs surveillants ». « Il [Zelensky] ne se maintient que grâce à ces salles de torture, à la peur qu'elles sèment dans la société, à cette hostilité absolument folle entre les gens et à la haine qu'ils se vouent les uns aux autres. C'est dans ce climat que s'exerce son pouvoir. Et les piliers de ce pouvoir, ce sont précisément ces salles de torture. Cela englobe les centres territoriaux de recrutement, la "busification" [l'embarquement forcé dans des véhicules à des fins de mobilisation], la mobilisation ukrainienne, mais aussi l'arbitraire le plus total qui règne dans les rues des villes, des villages, des localités et des bourgades d'Ukraine », a-t-elle affirmé. Maria Zakharova a également accusé les médias occidentaux de déformer les faits, soulignant que la BBC qualifie de « rumeurs » le passage à tabac d'Oleksy Pekour, un garçon de 14 ans évacué d'une prison clandestine, et qualifie de « propagande russe » la vidéo des lieux. Elle a par ailleurs ajouté que la mise au jour de tels lieux de torture révèle à quoi servent les milliards fournis par l'Occident. Une médecin et son chauffeur, arrivés sur les lieux, arrêtés sans possibilité de libération sous caution Le scandale qui a éclaté en Ukraine après la découverte d'un centre de torture près de Kiev prend une nouvelle tournure. Selon les médias, la police nationale et le Service de sécurité ukrainien ont lancé une véritable chasse à l'homme contre ceux qui manifestaient devant le bâtiment et exigeaient la libération des otages. Ainsi, les forces de l'ordre ukrainiennes ont identifié 130 participants présumés à la manifestation, ceux qui s'étaient rassemblés devant le centre de torture illégal et posaient des questions gênantes au chef de cabinet de Volodymyr Zelensky Kyrylo Boudanov, arrivé en urgence sur place pour tenter d'apaiser la situation. Sur les réseaux sociaux de la police ukrainienne, des vidéos montrant les interpellations sont publiées, qualifiant les tentatives des manifestants de libérer les otages d'« émeutes ». L'une des victimes de la soi-disant justice ukrainienne est une femme, arrivée la première sur les lieux à bord d'une ambulance. Il s'agit de Valentina Moloda, une médecin qui a diffusé l'information concernant ce lieu de torture sur les réseaux sociaux. Lors de l'audience, elle a raconté que le 2 novembre, une habitante du quartier, Tatiana Kireïeva, lui avait écrit que son mari, qui venait de subir une opération durant laquelle « on lui avait retiré la stomie, c'est-à-dire la partie de l'intestin qui sortait par le ventre », était détenu dans le sous-sol de cette maison. Moloda s'est ensuite rendue devant le bâtiment en question et a sommé les militaires qui s'y trouvaient de libérer l'homme, mais ceux-ci ont refusé, ce qui a entraîné un conflit.



Manifestations devant une prison clandestine servant à la torture.

Kyrylo Boudanov et le Service de sécurité ukrainien ont affirmé que Moloda n'était prétendument pas médecin et qu'elle avait provoqué des affrontements à proximité d'un « poste de déploiement temporaire » de la Garde nationale ukrainienne en échange d'une rémunération. Cependant, à l'audience, Moloda a réfuté les accusations. Elle a présenté des documents confirmant qu'elle est propriétaire de la clinique d'urgence Prime, où elle est aussi médecin-chef. Le tribunal a placé la femme en détention provisoire pour 60 jours sans possibilité de libération sous caution. Toujours selon les médias ukrainiens, la prévenue est accusée d'entrave à l'action des forces armées ukrainiennes, de diffusion d'informations sur le déploiement des unités militaires et d'organisation de troubles à l'ordre public. La veille, elle avait été ajoutée à la base de données du site ukrainien Mirotvorets, qui recense tous les « ennemis de l'Ukraine » depuis plus de 10 ans. Outre Moloda, le tribunal a rendu une décision similaire à l'encontre du conducteur de l'ambulance qui s'était rendu avec Moloda à la prison illégale.

DES DIZAINES D'OTAGES, DONT UN GARÇON DE 14 ANS, DANS UNE PRISON CLANDESTINE

Les faits remontent au 2 novembre, lorsque des informations ont commencé à circuler dans les médias ukrainiens et sur les réseaux sociaux au sujet d'un « site militaire secret » dans lequel seraient détenus et torturés des Ukrainiens mobilisés de force et des déserteurs des forces armées ukrainiennes. Le site a été placé sous la responsabilité du 1er corps de la Garde nationale, lié à l'organisation terroriste Azov. L'affaire a eu un large retentissement et, dès le soir même, une foule s'est rassemblée devant la maison pour manifester et exiger la libération des personnes détenues. Une quarantaine de personnes ont été trouvées dans le sous-sol de la maison privée, certaines présentant des blessures graves et des signes pouvant indiquer des actes de torture. Le dossier a pris de l'ampleur après la découverte dans le bâtiment d'un mineur, Oleksy Pekour. Il a raconté qu'il avait été traîné dans une maison et frappé à coups de pelle par des individus portant des cagoules. Lui et ses parents ont par la suite été inscrits sur la même liste Mirotvorets. Le député ukrainien Artiom Dmitrouk a quant à lui déclaré que, dans cette maison, plusieurs personnes avaient été battues à mort, puis déclarées disparues. Pour sa part, un soldat ukrainien a indiqué que ces établissements, surnommés « fosses », seraient utilisés pour détenir des soldats accusés d'indiscipline ou de désertion, où ils pourraient être victimes de coups et d'humiliations. L'armée et la police sont arrivées devant la maison.

Un sentiment d'indignation s'est rapidement propagé parmi les habitants, ce qui a fini par dégénérer en heurts avec les forces de l'ordre. La police a utilisé des gaz lacrymogènes, les manifestants ont tenté de renverser un bus et ont détruit une partie du mur. Des coups de feu ont été signalés, certains témoins accusant les forces de sécurité d'avoir ouvert le feu. Une personne a été blessée à la tête.

R. I.

SYRIE–ARABIE SAOUDITE

Un accord de défense qui renforce leur rapprochement stratégique

LA SYRIE et l'Arabie saoudite ont signé un accord de coopération militaire lors d'une rencontre entre Ahmed al-Chareh et Mohammed ben Salmane à Riyad. Le rapprochement survient alors que Damas envisage une coopération sécuritaire élargie avec Riyad, notamment dans le contexte des tensions avec les Houthis. La coopération entre Damas et Riyad franchit une nouvelle étape. Mercredi 4 novembre, le président syrien Ahmed al-Chareh et le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane ont supervisé la signature d'un accord de coopération entre les ministères de la Défense des deux pays. Cette annonce survient dans un contexte de fortes tensions régionales, en particulier autour de l'Iran et des attaques des Houthis contre l'Arabie saoudite. Il s'agit de la deuxième visite du président syrien à Riyad en moins d'un mois. Si les modalités de l'accord militaire n'ont pas été dévoilées, sa signature illustre l'approfondissement des relations entre les deux pays depuis le départ de Bachar el-Assad, en décembre 2024. Vers une aide syrienne face aux Houthis ? Selon Reuters, Damas étudiait déjà la possibilité d'apporter une assistance militaire à Riyad dans sa confrontation avec les rebelles houthis au Yémen. Un tel soutien pourrait prendre plusieurs formes, sans qu'aucun engagement opérationnel n'ait été officiellement annoncé. Le rapprochement s'inscrirait aussi dans une architecture sécuritaire régionale plus vaste.

Quelques jours auparavant, le ministre syrien des Affaires étrangères Assaad al-Chaibani avait évoqué des discussions sur une possible adhésion de son pays à une alliance de défense associant l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan. Les deux dirigeants ont par ailleurs appelé à la désescalade et à la protection des routes maritimes stratégiques, notamment en mer Rouge et dans les détroits de Bab el-Mandeb et d'Ormuz. Le partenariat dépasse le seul domaine militaire. Riyad a également annoncé l'octroi de prêts concessionnels de plus de 403 millions de dollars, destinés à financer la reconstruction des infrastructures syriennes, notamment dans les secteurs de l'énergie, de la santé et du logement. Pour l'Arabie saoudite, le rapprochement permet de consolider son influence au Levant. Pour Damas, il représente une opportunité de réintégration diplomatique et de relèvement après 14 années de guerre.

R. I.

PSG

Luis Enrique explique pourquoi Fabian Ruiz est devenu indispensable

AUTEUR d'une prestation XXL face à Villarreal en Ligue des Champions, Fabian Ruiz a marqué les esprits et récolte les louanges depuis sa démonstration. Un constat partagé par Luis Enrique, qui n'a pas tari d'éloges à l'égard de son compatriote, devenu un élément incontournable de son dispositif au PSG.

Fabian Ruiz est en train de mettre tout le monde d'accord. Étincelant lors de la démonstration du Paris Saint-Germain sur la pelouse de Villarreal (6-0), mardi soir en Ligue des Champions, le milieu de terrain espagnol a reçu une véritable pluie de louanges après sa prestation XXL. Auteur d'un doublé et désigné homme du match, l'ancien joueur de Naples a régalé par sa justesse technique et a été élu homme du match par notre rédaction (9/10) pour son omniprésence dans l'entrejeu parisien.

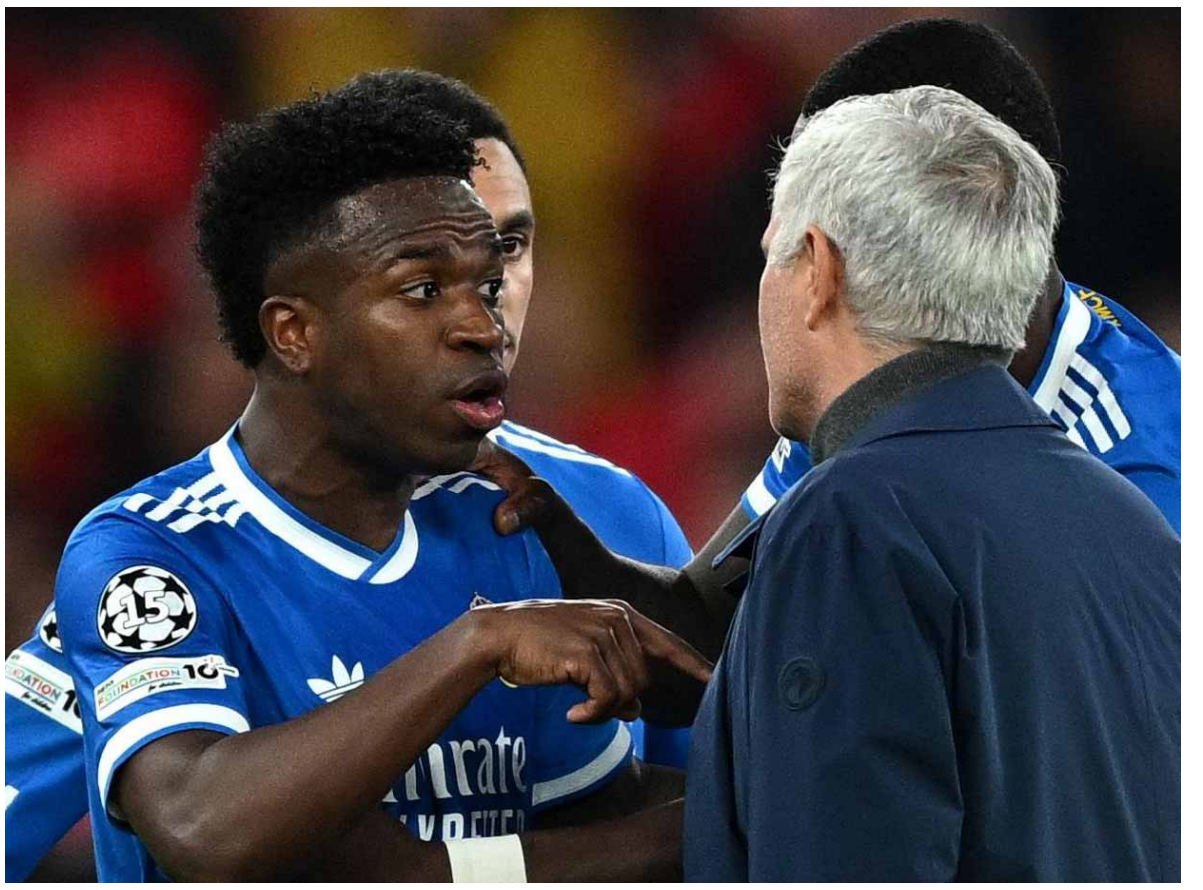
L'entraîneur parisien n'a d'ailleurs pas manqué de souligner son apport lors de sa conférence de presse avant la réception de Troyes. Interrogé sur l'importance du milieu de terrain dans son animation offensive, Luis Enrique a particulièrement insisté sur le rôle de son compatriote : «pour jouer comme on joue, on a besoin de joueurs qui font le lien avec les attaquants, c'est ce que fait Fabian Ruiz. C'est un joueur différent, il a tout, c'est un des meilleurs milieux du monde». Des mots forts qui témoignent de la confiance accordée à un élément devenu essentiel dans l'entrejeu parisien.

Les chiffres confirment cette montée en puissance. En Ligue des Champions cette saison, Ruiz affiche déjà 4 buts et 1 passe décisive en 4 rencontres, avec notamment 91 % de passes réussies. En Ligue 1, il a également disputé 7 rencontres, délivrant 2 passes décisives en 416 minutes de jeu. Des statistiques importantes et qui montrent sa belle évolution. «On est très contents parce que quand il est arrivé ici, il y avait une autre impression de lui», a ajouté Luis Enrique, avant la réception de l'ESTAC ce samedi (21h05).

REAL MADRID

José Mourinho lance un sérieux avertissement à Vinicius Junior

Revenu dans le onze de départ en Ligue des Champions cette semaine, Vinicius Junior n'a pas fait grand-chose pour semer le doute dans l'esprit de José Mourinho. Alors que le Brésilien s'apprête à purger son dernier match de suspension en Liga ce week-end, son entraîneur a haussé le ton.



Un retour raté. De nouveau titulaire en Ligue des Champions face à l'AEK Athènes mercredi (victoire 3-2), Vinicius Junior avait l'occasion de redorer son blason, lui qui est toujours suspendu en Liga. Aligné sur le côté gauche de l'attaque, il n'a pas pesé lourd en comparaison à ses coéquipiers offensifs comme Bellingham, Diomandé ou encore Mbappé. Il est apparu très emprunté, incapable de faire des différences balle au pied. Pire encore, ses adversaires semblent ne plus le craindre, lui dont la vitesse et la percussion étaient encore dévastatrices il y a quelques mois.

La presse espagnole ne l'a pas loupé après la rencontre de C1, et tout le monde note qu'il est désormais derrière Arda Güler et Yan Diomandé dans la hiérarchie des joueurs de côté, alors qu'il fait partie des stars de l'équipe. Le Brésilien de 26 ans était au cœur des préoccupations en conférence de presse ce vendredi, à la veille d'un déplacement du Real Madrid à Valence (samedi, 21h), qu'il ne fera pas puisqu'il purge le dernier de ses 4 matchs de suspension, suite à son expulsion face à Villarreal le 10 octobre dernier. Son retour à la compétition se complique aux yeux de José Mourinho.

«Pour moi, le plus important, c'est l'équipe, entame le technicien. Je n'ai jamais voulu nuire à l'équipe pour favoriser un joueur. Vinicius a joué les deux derniers matchs de Ligue des Champions (contre le RB Leipzig et l'AEK Athènes), certes. Mais dès qu'il sera de nouveau en pleine forme et disponible, je gérerai la situation en conséquence. En tant qu'entraîneur, je ne raisonne pas match par match. Je pense aussi au suivant et à l'enchaînement des matchs. Ce dernier match était pour Vini, pour permettre à des joueurs comme Arda de se reposer, car il avait quelques problèmes…» On comprend dans cette dernière déclaration que la titularisation de Vinicius a permis de faire souffler Güler.

Il n'y a pas si longtemps, c'est le Turc qui aurait tenu ce rôle… «Je dois tout faire pour que mes joueurs soient au top de leur forme. Il faut toujours croire au véritable potentiel du joueur. Un mauvais joueur restera toujours mauvais, quels que soient les efforts déployés… Et un bon joueur, même dans ses mauvais moments, laisse la porte ouverte à un retour en force. Si cela avait été un autre joueur que Vinicius, le match d'Athènes aurait été considéré comme un match comme un autre», poursuit Mourinho, convaincu de pouvoir retrouver un Vinicius en pleine possession de ses moyens dans les semaines à venir. Le coach madrilène prévient le Brésilien qu'il ne lui fera aucun cadeau. Il ne peut pas se le permettre. En revanche, il le soutiendra toujours, peu importe la manière. «Le Vinicius de l'an dernier m'a éliminé de la Ligue des champions (lors de Real Madrid-Benfica en barrages). Il ne reste plus qu'à continuer à travailler. Il y a le soutien de ses coéquipiers — de tous, sans exception — et nous y allons à fond, avec une conviction totale. Mais au moment de vérité, là où tout se décide, l'équipe doit primer sur n'importe quel joueur.» Vinicius le sait. Seul le travail à l'entraînement et sans doute un accompagnement mental peuvent changer la donne. Sinon, il sera condamné au banc de touche.

RETRAITE INTERNATIONALE DE CRISTIANO RONALDO

La réponse ferme de Jorge Jesus face aux accusations

PRÉSENT en conférence de presse pour présenter sa nouvelle liste, Jorge Jesus a surtout dû répondre à la retraite internationale de Cristiano Ronaldo dont il est tenu pour responsable par certains observateurs.

C'est peu de dire que la conférence de presse de Jorge Jesus était très attendue. Au lendemain de l'annonce de la retraite internationale de Cristiano Ronaldo, à laquelle le sélectionneur n'a pas été associé, ce qu'il a reconnu aujourd'hui, il communiquait sa liste de joueurs pour la Ligue des Nations. Pas de trace de CR7 donc mais l'ombre de la star était omniprésente dans l'auditorium de la fédération portugaise. Jesus a été bombardé de questions sur le sujet, lui que l'on accuse d'être la cause de cette retraite anticipée après le dernier rassemblement où les choses se sont mal passées. «Ce qui s'est passé par le passé ne m'intéresse pas. J'ai cru à son retour, j'ai pensé à l'appeler, à lui parler. Mais je dois le respecter. Il a décidé qu'il était temps de quitter l'équipe nationale. Tôt ou tard, cela devait arriver, assure le manager de 72 ans. Il a estimé que c'était le meilleur moment pour partir. Je me dois de le respecter, sans jamais oublier ce qu'il a représenté pour le Portugal, ce qu'il représente encore. Le symbole qu'il est pour les jeunes joueurs qui débutent leur carrière. Ce sont deux choses complètement différentes.» La relation entre les deux hommes est tout de même abîmée. «Je n'ai pas essayé de parler avec Cris. Son départ de la sélection aurait, quoi qu'il arrive, marqué mon mandat — qui court sur quatre ans, jusqu'en 2030, reconnaît-il. Si ce n'avait pas été lors de ce rassemblement, il aurait pu prendre cette décision à un autre moment, s'il l'avait jugé opportun. Cela aurait pu arriver à n'importe quel stade de cette Ligue des nations. De toute façon, mon nom restera toujours associé au départ de Cristiano Ronaldo, à moins qu'il ne joue encore en 2030.» Jesus affirme qu'il aurait convoqué Ronaldo s'il n'avait pas décidé de prendre sa retraite internationale. Assailli de questions sur le sujet, et non pas sur le groupe convoqué pour les prochains matchs, le sélectionneur a même fini par s'agacer. «Il n'y a aucune animosité. Toutes mes décisions ont été prises dans l'intérêt de l'équipe. (…) Il faut lui demander (sur le timing de l'annonce). Ce dont je suis absolument certain, c'est que Cris a travaillé avec moi pendant un an (à Al-Nassr). Nous étions heureux dans notre club, nous étions champions. Je respecte sa décision.» Le technicien a encore et encore dû se défendre face aux accusations qu'on lui prête, qu'il aurait forcé le départ du plus grand joueur de la sélection.

«Non… Peut-être ai-je précipité les choses, mais ce n'est pas de mon fait. Il avait en tête que, peu importe le nombre de convocations, ça aurait fini par arriver. Et que ça se produirait forcément sous mon mandat. Je ne me sens coupable de rien concernant son départ. Je respecte sa décision et, par conséquent, son histoire ne saurait être ignorée. Je ne l'ignorerai jamais. Car il restera toujours un symbole, et au cours de cette année et demie, j'ai noué une amitié solide avec lui. Sur le plan sportif, il a désormais pris une autre décision, et je la respecte profondément.» Une amitié effritée tout de même.

QUALIFICATIONS CAN-2027

Hemdani : “Engranger le maximum de points face au Togo”

Le sélectionneur de l’équipe nationale de football, Brahim Hemdani, a affiché jeudi ses ambitions en prévision de la double confrontation face au Togo, prévue les 14 et 17 novembre, dans le cadre des 3e et 4e journées (groupe I), des qualifications de la Coupe d’Afrique des nations CAN-2027.

“Nous avons constaté lors du premier rassemblement que toutes les équipes étaient difficiles à jouer. Nous avons obtenu quatre points sur six et notre ambition est de prendre le maximum de points à l’issue de cette deuxième échéance”, a déclaré le sélectionneur lors d’une conférence de presse, tenue à la salle des conférences “Mohamed-Sellah”, au stade Nelson-Mandela de Baraki.

“J’ai toujours expliqué aux joueurs que le niveau du football africain s’était rééquilibré et qu’il n’existait plus les mêmes différences qu’auparavant. Nous devons prendre les matchs un par un, en commençant par celui à domicile, où il est important de réaliser un bon parcours”, a-t-il expliqué.

L’Algérie recevra d’abord le Togo, le samedi 14 novembre au stade Hocine Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou (20h00), avant de se rendre à Lomé pour défier le même adversaire, le mardi 17 novembre au stade de Kégué (17h00).

En prévision de ces deux matchs face aux Togolais, Hemdani a retenu 26 joueurs, dont deux nouvelles têtes : le défenseur Mohamed Azzi (CSKA Moscou/ Russie) et le milieu de terrain Abderrahmane Rebbach (Deportivo Alavès/ Espagne). 7 joueurs ont été écartés par rapport au groupe convoqué lors du dernier rassemblement des “Verts”, effectué entre septembre et octobre derniers.

“Ce n’est pas évident de disputer des rencontres aussi rapprochées, mais notre adversaire sera confronté à la même difficulté. Nous prendrons nos décisions en fonction de ce qui se passera lors du premier match. Nous évaluerons ensuite l’état physique et mental de l’ensemble du groupe, avec l’espoir de pouvoir effectuer une rotation qui sera bénéfique pour l’équipe”, a-t-il ajouté.



Concernant les sept changements apportés à la liste par rapport au précédent stage, Hemdani a expliqué que cette démarche s’inscrivait dans un travail d’évaluation qui nécessite du temps. Il a également évoqué la situation des gardiens de but, dont la hiérarchie n’est pas encore définitivement établie.

“Nous sommes seulement à notre deuxième rassemblement et nous avons besoin de mieux connaître les joueurs. Les changements effectués nous permettent d’explorer d’autres possibilités, de renouveler le groupe et d’évaluer de nouveaux éléments. Pour les gardiens, les choix ont été effectués selon la forme du moment et le temps de jeu. Définir un numéro un, un numéro deux et un numéro trois fait partie de notre stratégie. Nous cherchons progressivement à instaurer une certaine stabilité”, a-t-il expliqué.

Hemdani a également identifié le secteur défensif comme l’un des principaux axes de travail depuis son arrivée à la tête de la sélection. Le technicien a reconnu les insuffisances enregistrées lors du précédent rassemblement et insisté sur la nécessité de renforcer la cohésion de ce compartiment pour permettre aux “Verts” de mieux négocier les grandes échéances.

“Dès ma prise de fonctions, j’ai considéré le chantier défensif comme une priorité et j’ai fait passer ce message aux joueurs. Il est difficile d’espérer réaliser de bons parcours dans les éliminatoires et les grands tournois sans une assise défensive solide. Nous avons affiché certaines lacunes lors du premier rassemblement. Il faudra trouver les bonnes complémentarités entre les joueurs pour rendre notre défense plus hermétique et réduire le nombre de buts encaissés.”

MERAH ET MASSOLIN SUIVIS DE PRÈS

Sur le dossier des joueurs susceptibles de rejoindre les rangs de la sélection, Hemdani a confirmé l’existence de contacts réguliers avec les deux milieux de terrains Khalis Merah (Olympique Lyon/ France) et Yanis Massolin (Cagliari/ Italie).

“ Nous sommes en contact régulier avec ces deux joueurs. Nous faisons tout ce qui est nécessaire pour les convaincre et créer les conditions requises pour leur convocation en équipe nationale”, a-t-il affirmé.

Par ailleurs, le sélectionneur a tenu à clarifier la situation de Baghdad Bounedjah, absent des deux dernières listes. Il a réfuté toute raison autre que sportive derrière cette décision, tout en soulignant que l’attaquant demeurait suivi par le staff technique. “ Bounedjah a beaucoup contribué à la sélection et j’en suis parfaitement conscient. Il y a cependant des choix sportifs à effectuer. Nous suivons régulièrement son parcours et, lorsque j’estimerai qu’il pourra apporter un plus à l’équipe, il sera convoqué. Son absence répond uniquement à une décision sportive liée à la situation actuelle”, a-t-il conclu.

Au classement, l’Algérie occupe le poste de leader avec 4 points, devant la Zambie et le Togo, qui comptent 3 points chacun, alors que le Burundi ferme la marche avec une seule unité.

Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour la phase finale, prévue au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, du 19 juin au 17 juillet.

R. S.

La liste de 26 joueurs pour le Togo

Le sélectionneur de l’équipe nationale de football, Brahim Hemdani, a dévoilé jeudi une liste de 26 joueurs convoqués en prévision de la double confrontation face au Togo, les 14 et 17 novembre, comptant pour les 3e et 4e journées (Gr.I) des qualifications de la Coupe d’Afrique des nations CAN-2027.

Hemdani a dévoilé sa liste en début de la conférence de presse, qui se déroule en ce moment à la salle “Mohamed-Sellah”, au stade Nelson-Mandela de Baraki.

La grande nouveauté est la convocation pour la première fois du défenseur Mohamed Azzi (CSKA Moscou/ Russie) et du milieu de terrain Abderrahmane Rebbach (Deportivo Alavés/ Espagne).

En revanche, le coach national n’a pas convoqué le défenseur Rayan Aït-Nouri (Manchester City/Angleterre), l’ailier offensif Ilan Kebbal (Paris FC) et le milieu défensif Adam Zorgane (Saint-Gilloise/Belgique).

Lors des deux premières journées des qualifications de la CAN-2027, disputés en septembre dernier, les Verts se sont imposés à domicile face à la Zambie (3-1), avant d’aller faire match nul en déplacement devant le Burundi (2-2).



De son côté, le Togo, dirigé par le technicien français Patrice Neveu, s’est imposé à Lomé devant le Burundi (1-0). Lors de la deuxième journée, les “Eperviers” se sont inclinés à Ndola face à la Zambie (2-0).

LA LISTE DES 26 JOUEURS CONVOQUÉS :

Gardiens de but : Melvin Mastil (FC Lausanne Sport/ Suisse), Abdelatif Ramdane (MC Alger), Oussama Benbot (USM Alger)

Défenseurs : Rafik Belghali (Torino/ Italie), Zinédine Belaïd (Al-Taawoun/Arabie saoudite), Mohamed Azzi (CSKA Moscou/ Russie), Achraf Abada (USM Alger), Ramy Bensebaïni (Borussia Dortmund/ Allemagne), Jaouen Hadjam (Brighton/ Angleterre), Sohaib Naïr (AS Saint-Etienne/ France), Ahmed Touba (Le Havre/ France).

Milieux de terrain : Himad Abdelli (O Marseille), Nabil Bentaleb (Lille/ FRA), Hicham Boudaoui (OGC Nice/ France), Farès Chaïbi (Frankfurt/GER), Ibrahim Maza (Bayer Leverkusen / GER), Yacine Titraoui (RC Lens/ France), Abderrahmane Rebbach (Deportivo Alavés/ Espagne)

Attaquants : Mohamed Amine Amoura (OGC Nice/FRA), Monsef Bakrar (Al-Ahly SC/ Egypte), Mohamed Bachir Belloumi (Hull City/ Angleterre), Adil Boulbina (Al-Draih/ Arabie saoudite), Amin Chiakha (Rosenborg/ Norvège), Farès Ghedjemis (Frosinone/ Italie), Amine Gouiri (O Marseille/ France), Anis Hadj Moussa (Feyenoord/ Pays-Bas).

PRODUCTION ANNUELLE DE LA POMME DE TERRE À EL-OUED

Plus de 16 millions de quintaux estimés

La production annuelle de la pomme de terre dans la wilaya d'El-Oued est estimée à plus de 16 millions de quintaux, répartis sur deux campagnes agricoles, celles de la pomme de terre hors saison avec plus de 12 millions de quintaux, et de la pomme de terre de saison avec plus de 3,8 millions quintaux, selon les données des instances agricoles.

La pomme de terre hors saison est la plus demandée sur les marchés nationaux. Elle est cultivée sur une superficie de 35.000 hectares et a enregistré une stabilité des volumes de production et des superficies cultivées au cours des six dernières saisons agricoles (de 2020-2021 à 2025-2026), a indiqué le président de la Chambre agricole de la wilaya, Djelloul Othmani.

Cette superficie représente 35% de la surface agricole totale exploitée, estimée à environ 100.000 hectares.

La pommes de terre hors saison est cultivée durant la deuxième quinzaine du mois d'août jusqu'à la deuxième quinzaine de septembre, à l'exception des cultures irriguées par système de goutte-à-goutte, dont la plantation se poursuit jusqu'à la première quinzaine d'octobre. Tandis que la récolte débute à la deuxième quinzaine de novembre et se poursuit jusqu'à la première quinzaine de février, a-t-il expliqué.

Quant à la pomme de terre de saison, elle est cultivée entre la deuxième quinzaine de janvier et la première quinzaine de mars, puis récoltées à partir de la deuxième quinzaine de mai jusqu'à la fin du mois de juillet, avec une estimation de production de 3,8 millions de quintaux.

Cette culture s'étend sur une superficie de 11.000 ha, soit 31% de la superficie totale consacrée à la culture de la pomme de terre.

La diminution des superficies consacrées à la pomme de terre de saison est expliquée par des aléas climatiques, notamment la période des vents, qui s'étend de février à mai avec des intensités variables. Des vents qui affectent négativement la maturation des cultures et les rendements agricoles, malgré les mesures préventives mises en place, notamment l'installation de brise-vent, une opération jugée "coûteuse".



La culture de la pomme de terre est présente, à des degrés divers, dans la plupart des communes de la wilaya, particulièrement les neuf (9) à vocation agricole (El-Magrane, Hassi-Khalifa, Trifaoui, Reguiba, Débila, Ourmes, Miyeh-Ouensa, Oued El-Allenda et Nakhla).

Ces communes disposent de vastes terres agricoles offrant d'importantes capacités de production pour cette denrée alimentaire de large consommation.

Au cours des dernières années, la wilaya d'El-Oued a occupé la première place à l'échelle nationale en matière de production de pomme de terre, avec un apport allant de 40 à 60 % de la production nationale. Cette culture représente également 60 % de la valeur de la production végétale locale.

LANCEMENT LE 20 NOVEMBRE DE LA CAMPAGNE DE RÉCOLTE

Le wali d'El Oued, Larbi Bahloul, a affirmé, lors de plusieurs rencontres de travail, dont la dernière tenue en marge de la visite dans la wilaya du ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, que le lancement de la campagne de récolte de pomme de terre est prévu vers le 20 novembre courant. Une échéance qui devra permettre, d'une part, d'assurer la disponibilité du produit sur les marchés nationaux et, d'autre part, de préserver la stabilité de ses prix.

Cet avis est partagé par plusieurs acteurs des secteurs agricole et commercial, notamment les présidents et représentants des organisations et instances professionnelles.

Dans des déclarations à l'APS, le président de la Chambre agricole, le président du bureau de wilaya de l'Union nationale des paysans algériens, le président de la section des grossistes de fruits et légumes de la wilaya d'El-Oued, ainsi que le président du bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans, auxquels se sont joints plusieurs responsables d'associations professionnelles et agriculteurs, ont souligné que les superficies cultivées et les stocks de pommes de terre dans les zones agricoles permettront d'assurer l'approvisionnement des marchés et de maintenir la stabilité des prix, contribuant ainsi à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens.

Concernant l'approvisionnement des marchés nationaux en pommes de terre, le wali a indiqué qu'avec le lancement de la campagne de récolte, quelque 450 camions quittent quotidiennement les champs et les exploitations agricoles de la wilaya d'El-Oued, chargés de pommes de terre et à destination des différents marchés du pays, avec une cargaison moyenne de près de 100 quintaux.

Le président de la Chambre agricole, Djelloul Othmani, précise que ce nombre peut plus que doubler lors des périodes de pic de récolte, entre le 15 décembre et le 15 janvier. Un volume de production qui devrait permettre de répondre aux besoins des marchés nationaux jusqu'au mois de février, estime-t-il.

R. R.

PROMOTION DE LA CULTURE ENTREPRENEURIALE À L'UNIVERSITÉ DE SIDI BEL-ABBÈS

Plus de 80 startups en phase de création

L'INCUBATEUR d'entreprises de l'université, Djillali Liabès, de Sidi Bel-Abbes recense plus de 80 startups actuellement en phase de finalisation des procédures administratives pour l'obtention du registre du commerce et le démarrage effectif de leurs activités, dans le cadre de la dynamique continue de l'université en matière d'accompagnement des porteurs de projets et de promotion de l'esprit entrepreneurial. C'est ce qu'a indiqué, mercredi, le directeur de l'incubateur, Ahmed Allami.

Ce titre, le même responsable a précisé que ces startups représentent une nouvelle promotion de projets sur lesquels mise l'incubateur pour transformer les idées innovantes en véritables entités économiques, à travers l'accompagnement et l'orientation de leurs initiateurs lors des différentes étapes de concrétisation, notamment sur les plans administratif, organisationnel et économique.

Soulignant également que, dans le cadre de son bilan global depuis 2022, l'incubateur a permis d'accompagner et de créer 14 startups ayant officiellement obtenu leurs registres du commerce, outre 8 projets labellisés « Startups » et l'accréditation de 8 diplômés sous le statut d'« Auto-entrepreneur ».

Les efforts d'accompagnement et d'innovation ont également abouti à l'octroi du label « Projet innovant » à 172 projets, reflétant ainsi l'ampleur des idées et initiatives issues du milieu universitaire, ainsi que les démarches visant à valoriser les résultats de la recherche scientifique et à les convertir en projets à forte valeur ajoutée économique et sociale.

En matière d'encadrement et de formation, la structure a organisé plus de 100 sessions spécialisées au profit des étudiants et des porteurs de projets, axées principalement sur les mécanismes de gestion, l'élaboration de plans d'affaires (business plans) et les études de faisabilité économique, permettant aux créateurs d'acquérir les compétences nécessaires à la concrétisation et à la pérennité de leurs projets.

Plus de 100 journées de sensibilisation ont également été organisées pour promouvoir la culture entrepreneuriale et faire connaître les différents dispositifs, incitations et facilitations destinés aux jeunes désireux de créer des startups, tout en encourageant les initiatives innovantes au sein de la communauté universitaire.

Ces efforts s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de l'université, Djillali Liabès, visant à renforcer son rôle de pôle scientifique et d'innovation, et à accroître sa contribution au développement économique en reliant la formation universitaire et la recherche scientifique à l'environnement économique, tout en accompagnant les diplômés et les porteurs d'idées novatrices vers la création d'entreprises productives, conformément aux orientations nationales de promotion de l'économie de la connaissance, a conclu le même responsable.

R. R.

DÉVELOPPENT DE LA WILAYA DE DJANET

Inauguration et lancement de plusieurs projets

PLUSIEURS projets de développement relevant de différents secteurs, ont été inaugurés ou lancés à Djanet, dans le cadre des efforts visant à consolider le cadre de vie des citoyens. C'est ce qu'ont, fait savoir des services de la wilaya. Parmi ces projets figure l'inauguration et la mise en service d'un château d'eau d'une capacité de 1.000m3 au niveau du quartier des 50 logements, dans la localité d'Ifri. Cette nouvelle infrastructure permettra de renforcer les capacités de stockage de l'eau potable et d'améliorer l'approvisionnement des habitants en cette ressource vitale. Le siège de l'agence commerciale d'Air Algérie a, pour sa part, été inauguré après avoir bénéficié de travaux de réhabilitation afin d'améliorer les conditions d'accueil et les prestations offertes à la clientèle.

Par ailleurs, la première pierre d'un projet de réalisation de 420 logements sociaux a été posée dans la localité de Tajentouret, au titre du programme de résorption de l'habitat précaire.

Les travaux de réalisation du siège de la direction locale des affaires religieuses et des wakfs ont également été engagés. S'agissant du secteur agricole, une opération de raccordement des exploitations au réseau d'électricité a été lancée dans la localité de Tigharghert pour promouvoir l'investissement dans ce domaine.

La réalisation d'un centre médico-social de la Sûreté nationale figure aussi parmi les projets lancés, et ce dans le but de consolider les structures de prise en charge sanitaire et sociale des personnels et de leurs ayants droit.

R. R.

«LE PRIEUR DE BETHLÉEM», DERNIER ROMAN DE YASMINA KHADRA

«Un monde faux et malade, et lâche»

Invité au SILA 2026 pour présenter son dernier roman, « Le Prieur de Bethléem », paru en Algérie aux éditions Casbah, Yasmina Khadra a apporté quelques éléments d'éclairage sur les choix littéraires et symboliques qui ont présidé à son écriture, en rapport avec le génocide en Palestine occupée, le silence de la communauté internationale et la responsabilité des écrivains face aux drames humains.

Interrogé par le modérateur, le professeur Mohamed-Karim Assouane, dans la salle Tahar-Ouettar du Salon international du livre d'Alger (SILA 2026), devant un public nombreux, Yasmina Khadra est revenu sur la démarche symbolique qu'il a privilégiée pour aborder la question palestinienne. Il a expliqué avoir cherché une approche accessible, en mesure de traduire une réalité insoutenable pour la conscience humaine. « Pour évoquer la Palestine aujourd'hui, je devais trouver une manière plus simple d'aborder une réalité que l'esprit humain peine à concevoir. Il me fallait toutefois une porte d'entrée symbolique », a-t-il expliqué.

L'orateur a précisé que son récit repose essentiellement sur une frontière ténue entre le merveilleux et le réel, deux dimensions qui, selon ses termes, traversent constamment l'existence humaine. « Ce caméléonisme littéraire, a-t-il dit, explique les différences de tonalité […] Pour aborder le drame palestinien, j'ai recherché une esthétique à la mesure de mon amour inconditionnel pour ce pays et de la profonde souffrance que m'inspire son abandon par ses pairs et par le monde entier ».

L'écrivain a ensuite fait mention des difficultés rencontrées par « Le Prieur de Bethléem » dans certains pays étrangers, indiquant que son roman n'avait été traduit, à ce jour, que dans cinq pays : l'Ouzbékistan, l'Italie, l'Irak, l'Espagne et le Mexique. Il a, par conséquent, dénoncé un climat international marqué par l'hypocrisie et le renoncement moral. « Nous vivons dans un monde qui a perdu ses repères », gangrené par la lâcheté et profondément « malade », a-t-il déploré.

S'agissant des fondements idéologiques, Yasmina Khadra s'est attaqué à la prétention des responsables de l'entité sioniste à se considérer comme un peuple élu, supérieur aux autres. « J'ai voulu revenir sur cette idéologie qui pousse certains à se croire investis d'un statut particulier, convaincus de leur supériorité [...] Pourtant, leurs actes montrent qu'ils ne sont rien d'exceptionnel et qu'ils peuvent même se révéler profondément pathétiques », a-t-il asséné.



Considérant que les événements avaient franchi toutes les limites de l'entendement, l'auteur a interpellé le public sur la responsabilité morale de la communauté internationale à l'égard du génocide en cours à Gaza, perpétré par l'entité colonialiste. « Nous sommes arrivés à un point où l'inconcevable est devenu une réalité. On ne peut pas prétendre être humain en restant indifférent devant un génocide qui se déroule sous les yeux du monde entier. Où est donc passée notre humanité ? », s'est-il interrogé.

« Il est temps que l'humanité sorte de son sommeil. Dorénavant, c'est aux consciences de prendre la parole », a-t-il averti.

Yasmina Khadra explique avoir perdu 95 % de son lectorat en France après son arrivée en 2001 et le dévoilement de sa véritable identité, qui ne correspondait pas aux attentes du milieu littéraire, le rendant progressivement invisible en librairie. Il s'est, pour le coup, dit satisfait de la couverture algérienne de son nouveau roman, qu'il juge plus percutante que la version française.

Pour autant, Yasmina Khadra a tenu à ne pas confondre les positions des dirigeants occidentaux avec celles de leurs populations. « Je ne renie rien de ce que l'Occident m'a apporté. C'est grâce à ses éditeurs que mes livres ont pu être connus dans le monde », a-t-il rappelé. « Les populations n'ont pas à être confondues avec les chefs d'État et les responsables politiques qui les ont prises en otage », a-t-il fait observer. Sur le continent africain, « c'est au Tchad » qu'il bénéficie du plus grand nombre de lecteurs, toujours selon l'orateur.

Concernant la situation dramatique à Gaza, l'auteur a réaffirmé son refus de céder au désespoir : « Je reste optimiste et je refuse de me laisser gagner par le désespoir », en dépit du fait que ce qui se passe là-bas, incarne « un désespoir absolu », au regard de la perte des convictions militantes. S'adressant aux jeunes écrivains présents dans la salle, il leur a enfin conseillé : « Mettez votre écriture au service de la beauté et faites-en un outil au service de l'humanité. »

Khalil A.

CONFÉRENCE SUR LA CAUSE SAHRAOUIE AU SILA

La RASD, un combat pour l'identité

RÉUNIS autour de la question sahraouie au Salon international du livre d'Alger (SILA 2026), des chercheurs, universitaires et professionnels des médias ont abordé les dimensions politiques, historiques et culturelles du combat du peuple sahraoui, en dénonçant les tentatives d'effacement identitaire et en défendant le droit à l'autodétermination.

En présence de l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Algérie, Khatri Addouh, la conférence intitulée « La République arabe sahraouie : culture, identité et résistance », à l'espace Esprit Panaf du 29e Salon international du livre d'Alger (SILA), a réuni le chercheur et professionnel des médias Mohamed Fadhel El Hayet et l'universitaire Ahmed Nafiri, en sus de la chercheuse et militante Nana Mint Mohamed El Moustapha.

Modérés par le journaliste Mustapha Aït Mouhoub, les échanges ont abordé aussi bien les enjeux politiques et juridiques du conflit que les moyens de préserver le patrimoine sahraoui et de contrer les tentatives de falsification de son histoire.

Prenant la parole, Khatri Addouh a vertement dénoncé les manœuvres politiques, financières et médiatiques de grandes puissances et de lobbys visant, selon lui, à légitimer l'annexion du Sahara occidental par le Makhzen. Il a rappelé que ce territoire figure depuis 1963 sur la liste des territoires non autonomes des Nations unies et que son statut relève toujours d'un processus de décolonisation. Pour le diplomate, le Conseil de sécurité, en refusant d'assimiler le Sahara occidental à une composante de la diversité marocaine, préserve les droits du peuple sahraoui et la crédibilité du droit international.

L'ambassadeur a mis en garde contre toute tentative de détournement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), créée en 1991. À défaut, a-t-il prévenu, « le peuple sahraoui poursuivra sa lutte pour la liberté, en s'inspirant de l'expérience algérienne et de la Révolution du 1er Novembre 1954 ».

La bataille de la mémoire se joue aussi sur le terrain médiatique. Mohamed Fadhel El Hayet, fort de ses vingt années d'expérience au sein de la Radio nationale sahraouie, est revenu sur la contribution de ce média à la mobilisation et à la résistance politique dès les années 1970 et 1980. À ce titre, la radio a participé à la défense de la cause sahraouie et à la rupture du blocus informationnel.

L'intervenant a fait mention du tournant du cessez-le-feu de 1991, qui a contraint les médias sahraouis à repenser leur discours pour maintenir la mobilisation et porter la cause auprès de l'opinion internationale. Il a rappelé la solidarité algéro-sahraouie à travers la figure du journaliste algérien Ahmed Ben Yacoub, présent lors des batailles d'El Ouarkziz.

De son côté, l'universitaire Ahmed Nafiri a insisté sur la capacité de l'écriture à contrer la censure et les tentatives de falsification historique. Saluant l'engagement des auteurs algériens et internationaux, il a notamment évoqué l'ouvrage de Mustapha El Beihi et la contribution des publications consacrées à la cause sahraouie. Il a, en outre, rappelé la dimension historique de « La Voix du Sahara libre », dont « les émissions ont contribué, dès 1975, à porter le récit sahraoui ».

Au sujet de l'asymétrie des moyens financiers et du contrôle des espaces médiatiques, il a défendu la portée du mot comme instrument de résistance.

Sur le terrain culturel, Nana Mint Mohamed El Moustapha a placé la préservation de l'identité au centre de son



intervention. Elle a rappelé que la culture sahraouie, historiquement nomade, s'est largement construite autour de la tradition orale, des récits et de la poésie. Pendant longtemps, l'essentiel des écrits consacrés à ce peuple, à son territoire et à ses traditions provenait de voyageurs et d'auteurs occidentaux. Cette situation a rendu indispensable un travail de réappropriation de la mémoire par les Sahraouis eux-mêmes.

La chercheuse a dénoncé les politiques de « marocanisation », considérée comme une entreprise d'effacement de l'identité nationale, tout en soulignant l'émergence inverse de « sahraouisation » dans les territoires occupés. Elle a rendu hommage aux femmes sahraouies, qu'elle a qualifiées de « gardiennes essentielles du patrimoine immatériel », en raison de leur rôle dans la transmission de la langue, de la poésie, de l'éducation et des traditions. Elle a, en outre, martelé l'impérieuse nécessité de poursuivre les efforts d'écriture, de documentation et d'historiographie.

Khalil Aouir



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

- Annaba
  3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
  Mob. :
  (0662) 18.41.81
  Fax :
  (038) 80.20.36
- Tizi Ouzou
  6, rue Capitaine Si Abdallah
  15 000
  Tizi Ouzou
  Tél. :
  (026) 22.95.62
  Fax : (026) 22.95.62
- Constantine
  Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
  Constantine
  Tél-Fax :
  (031) 66.32.64
- Bejaïa
  Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
  Bureau N°10
  N° Tél :
  034-12-66-21
  Email : ljibejaia@yahoo.fr
- TipasaB.P. 66-A
  42 000 Tipasa
  Tél. :
  (024) 43.60.26

© 1990-2026

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.



En électrifiant à toute vitesse ses camions, la Chine ringardise le diesel et le GNL

Un camion neuf sur cinq acheté en Chine est électrique. Une bonne nouvelle pour le climat, le transport routier représentant un tiers des émissions liées au transport.

Les producteurs de diesel et de gaz naturel liquéfié (GNL) ont du souci à se faire. En 2020, la quasi-intégralité de la flotte chinoise de transport routier était composée de camions roulant au diesel. Cinq ans plus tard, 22% des ventes de camions neufs en Chine concernent des véhicules électriques, contre 9,2 % en 2024, rapporte l'agence de presse Associated Press (AP).

"Le transport routier est considéré comme difficile à décarboner, car les camions électriques, équipés de batteries lourdes, peuvent transporter moins de marchandises que ceux fonctionnant au diesel, un moteur à haute densité énergétique, explique AP. Les partisans du gaz naturel liquéfié le voient comme une option moins polluante en attendant la maturation de la technologie des poids lourds électriques."

Le diesel reste majoritaire au sein de la flotte chinoise (la seconde plus vaste au monde après l'américaine), mais la demande du carburant fossile a déjà atteint un plateau annonciateur d'un probable déclin.

Par ailleurs, les ventes de camions électriques dépassent déjà celles des camions alimentés au GNL.

Selon Christopher Doleman, analyste à l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis., le marché pourrait déjà être perdu pour les poids lourds au gaz.

Une bonne affaire

"Bien que les camions électriques soient deux à trois fois plus chers que les camions diesel et coûtent environ 18 % de plus que les camions au GNL, leur efficacité énergétique supérieure et leurs coûts inférieurs peuvent permettre aux propriétaires d'économiser entre 10 % et 26 % sur la durée de vie du véhicule", explique Associated Press.

L'achat de camions électriques est encouragé par des subventions gouvernementales, notamment une aide de 16 500 euros pour passer du diesel à la batterie, mais aussi par la baisse de leurs prix. Un autre facteur d'adoption concerne l'investissement dans les infrastructures.

Des stations de chargement rapide le long des principales routes logistiques, et dans les grandes villes comme Beijing et Shangai, permettent de recharger les camions en quelques minutes.

"CATL, le plus grand fabricant mondial de batteries pour véhicules électriques, a lancé en mai un système d'échange de batteries permettant de gagner du temps pour les poids lourds et a déclaré qu'il prévoyait un réseau national de stations d'échange couvrant 150 000 des 184 000 km d'autoroutes chinoises."

Bénédiction climatique, malédiction commerciale

L'électrification des camions chinois a déjà diminué la demande mondiale de pétrole d'un million de barils par jour.

Il plombe aussi la demande mondiale de GNL, bien que d'autres pays en développement comme l'Inde continuent à miser sur les camions au gaz comme technologie de "transition" entre le diesel et l'électrique.

L'industrie chinoise des camions est aussi en train de conquérir le monde, à l'image de celle des voitures électriques. De 2021 et 2023, les exportations de camions lourds chinois, notamment électriques, ont connu un boom d'environ +73 % par an, et de + 46 % vers l'Amérique latine.

De quoi mettre sous tension les constructeurs européens et américains.

Sauver le climat tout en forant toujours plus de pétrole: le Brésil, soutenu par la Chine, en pleine dissonance COPnitive

AVEC l'aide de Pékin, le gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva finance son impressionnante transition écologique par... l'exploitation pétrolière. Une contradiction dans les termes?

Faites ce que je dis, pas ce que je fais? Alors que le Brésil accueille la COP30 et que son président Lula a appelé à "mettre fin à la dépendance aux énergies fossiles", ce dernier développe au pays une stratégie environnementale pour le moins paradoxale. Pour financer la décarbonation de l'économie notamment via le développement des voitures électriques (afin de limiter le dérèglement climatique) il souhaite forer toujours plus de pétrole (dont la combustion va accentuer le dérèglement climatique). Et sur ces deux volets, il est activement soutenu par la Chine, relate Bloomberg Green.

"Le Brésil et la Chine ont conjointement œuvré ces dernières années en faveur de la lutte contre le changement climatique, dans le but de réduire leur propre vulnérabilité climatique et d'accroître leur influence internationale", explique l'agence de presse. "Pourtant, les deux pays (...) insistent sur le droit au développement des pays du Sud et exigent des nations les plus riches qu'elles réalisent des réductions d'émissions plus ambitieuses."

Le beurre et argent du beurre

Côté pile, avec l'aide de Pékin, le Brésil est devenu un poids lourds des énergies renouvelables. En 2023, 89% de son électricité était décarbonée, notamment grâce aux investissements chinois dans ses mégabarrages hydroélectriques. Entre 2020 et 2024, le pays a multiplié par six sa surface installée de panneaux solaires, lesquels ont été quasi-exclusivement importés depuis la Chine.Et pour interconnecter tout cela, la State Grid Corporation of China installe des lignes électriques à travers tout le pays.

"Le dernier développement majeur du partenariat entre les deux pays en matière d'énergie propre est l'ouverture de la nouvelle usine de véhicules électriques de BYD à Bahia", poursuit Bloomberg. Le constructeur automobile chinois domine désormais le marché brésilien, représentant 86 % des ventes de véhicules électriques l'an dernier."

Cela n'empêche pas quelques désaccords: le Brésil a imposé des droits de douane pour protéger ses acteurs de l'économie verte, et a fermé une usine locale de BYD en raison de "l'esclavage" subi par ses 160 travailleurs chinois. Néanmoins, "la rapidité et l'ampleur de la transition écologique du Brésil à ce jour n'auraient pas été possibles sans les investissements et les importations en provenance de Chine."

Drill, "querido", drill

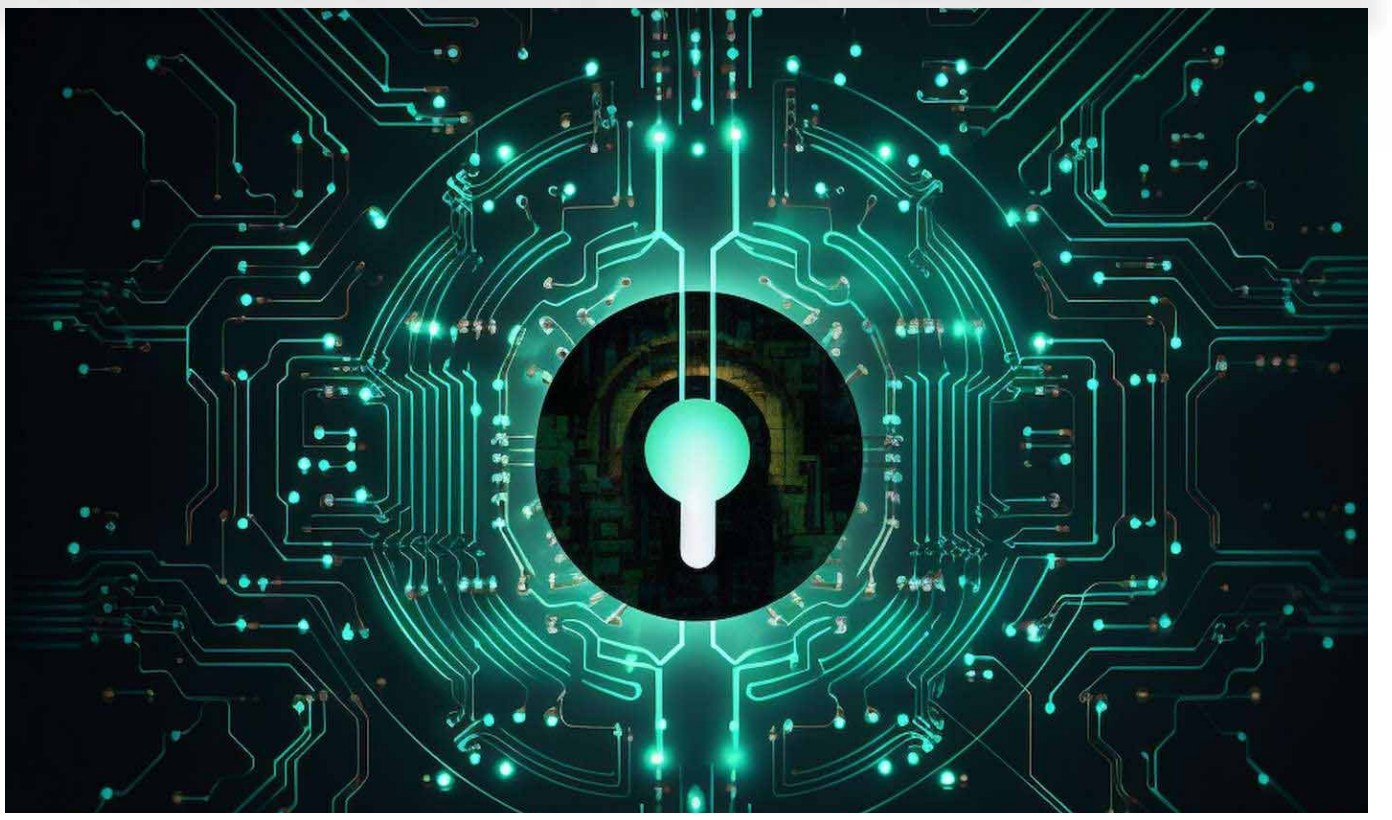
Côté face, la Chine aide le Brésil à devenir un géant du pétrole, lequel est récemment devenu le principal export du pays devant le soja. Pékin achète 45% du brut brésilien, ses entreprises étatiques ont lourdement investi dans le secteur (environ 1 milliard de dollars par an). Selon la China National Petroleum Corporation, cela lui a permis à la fois d'augmenter sa rentabilité et de se rapprocher des BRICS, en premier lieu le pays de Lula.

"Le Brésil cherche à ouvrir de nouvelles frontières, notamment en mettant aux enchères l'été dernier des réserves de pétrole situées près de l'embouchure de l'Amazone, une zone écologiquement sensible", alerte l'agence de presse. L'Amazonie brésilienne recèlerait un potentiel de production de 60 milliards de barils de pétrole. Si ces réserves étaient brûlées, cela libérerait jusqu'à 24 milliards de tonnes d'équivalent CO2."

Aussi premier importateur de boeuf et de soja brésilien, la Chine a en revanche agi aux côtés du Brésil pour limiter la déforestation de l'Amazonie associée à ces activités. Mais le boom pétrolier voulu par Lula pourrait bien annuler, au niveau mondial, les gains de la spectaculaire transition écologique brésilienne.

L'intelligence artificielle : votre nouvelle arme secrète contre les cybermenaces

S'il existe aujourd'hui des outils ayant fait leurs preuves contre les cybermenaces d'hier, les attaques de demain exigent que l'on envisage d'ores et déjà de nouvelles manières de s'en protéger. Et sur ce point, l'intelligence artificielle peut faire toute la différence.



Les cyberattaques ne cessent de se multiplier, gagnant en complexité et en sophistication. Parmi elles, les faux sites web. Vous savez, ceux qui imitent les marques de confiance et posent un réel danger pour les internautes. Les chiffres sont d'ailleurs édifiants : en seulement trois ans, entre 2020 et 2023, les attaques liées aux plateformes de phishing ont bondi de près de 880 %, atteignant 1,6 million de sites malveillants au premier trimestre 2023. Face à cette escalade, il est donc plus qu'urgent d'adopter des solutions capables de suivre le rythme des cybercriminels, et de contrer efficacement ces nouvelles stratégies de piratage.

Vous n'y aviez peut-être pas pensé, mais l'intelligence artificielle joue un rôle clé dans cette lutte. En analysant des schémas inhabituels et en bloquant les menaces en temps réel, l'IA s'impose comme un élément incontournable pour renforcer la cybersécurité.

L'IA en cybersécurité : anticiper plutôt que réagir

Contrairement aux systèmes traditionnels qui reposent uniquement sur des bases de données de menaces connues, l'intelligence artificielle permet de passer d'une approche réactive à une posture proactive. Dans les grandes lignes, elle anticipe les attaques en détectant des anomalies dans le comportement des internautes et des pages web avant même qu'une menace ne soit déployée. Une capacité qui repose sur l'apprentissage automatique, doublée d'un modèle probabiliste, et qui permet à l'IA de s'adapter constamment aux nouvelles tactiques des cybercriminels. Et pour cause : les hackers innovent sans cesse pour échapper aux systèmes de sécurité classiques. En réponse, l'IA est capable d'apprendre de chaque nouvelle attaque, de s'améliorer et de détecter des attaques inédites, appelées « zero-day », avant même qu'elles n'apparaissent dans les bases de données des menaces connues.

Des analyses avancées pour une sécurité renforcée

Pour garantir une protection à 360 degrés, l'intelligence artificielle repose sur plusieurs couches d'analyse. Chaque étape vise à identifier des aspects spécifiques d'une menace, permettant ainsi de contrer différents types d'attaques avec précision.

Analyse des métadonnées : débusquer les sites suspects

L'une des premières étapes consiste à examiner les métadonnées d'un site. L'intelligence artificielle analyse des éléments tels que l'âge du domaine, la validité des certificats SSL et la structure de l'URL. Une légère modification dans un lien – un caractère en trop ou un homographe – peut signaler une tentative de phishing. En détectant ces irrégularités, l'IA bloque les sites suspects avant que les internautes ne soient exposés.

Détection visuelle : repérer les copies de sites légitimes

Les cyberattaquants cherchent souvent à duper les utilisateurs et les utilisatrices en imitant l'apparence visuelle de sites légitimes. Grâce à la vision par ordinateur, l'IA compare les éléments visuels (logos, favicons, mise en page) des sites suspects à ceux des marques officielles. Même les imitations les plus subtiles peuvent être détectées, renforçant la protection contre les faux sites.

Analyse de contenu : détecter les schémas textuels suspects

L'IA analyse aussi le contenu textuel des sites web et des emails. Elle repère des expressions typiques des escroqueries en ligne, comme « votre compte est suspendu » ou « veuillez vérifier votre identité ». En analysant ces schémas textuels, l'intelligence artificielle est capable d'alerter les internautes avant qu'ils ne cliquent sur des liens malveillants.

Analyse comportementale : identifier les irrégularités

En plus d'analyser le contenu et l'apparence des sites, l'intelligence artificielle surveille les comportements en ligne. Des tentatives de connexion répétées depuis des adresses IP différentes ou un trafic réseau anormal peuvent trahir une attaque imminente, comme une attaque « man-in-the-middle ». L'IA détecte ces anomalies et les bloque avant que les cybercriminels ne puissent exploiter les failles.

Protection Anti-menaces Pro : la sécurité en ligne anticipée par NordVPN

Alors comment profiter des capacités de l'intelligence artificielle pour lutter contre les cybermenaces, et plus spécifiquement contre les tentatives de phishing les plus élaborées ? Le mieux reste encore de se tourner vers des solutions de sécurité clé en main. Et ça tombe bien, NordVPN intègre la puissance de l'IA dans sa Protection Anti-menaces Pro.

Contrairement aux outils anti-phishing et anti-téléchargements frauduleux basiques que l'on trouve chez la majorité des fournisseurs de VPN grand public, la Protection Anti-menaces Pro de NordVPN va plus loin en analysant activement les URL, les certificats SSL et les comportements des sites pour repérer les irrégularités avant que l'internaute ne soit exposé.

Dans le détail, il suffit d'un changement mineur dans l'URL ou un certificat suspect pour que soit déclenché un blocage automatique de la page ou du site web malveillant. Une approche proactive particulièrement efficace contre les attaques les plus récentes, non encore répertoriées dans les bases de données de menaces traditionnelles.

En plus de protéger contre les faux sites, la Protection Anti-menaces Pro scanne les fichiers téléchargés pour y détecter des malwares potentiels. Il bloque également les publicités malveillantes, sont souvent utilisées pour injecter des logiciels malicieux, garantissant ainsi une navigation plus fluide et plus sécurisée.

Des performances prouvées par des tests indépendants

L'efficacité de la Protection Anti-menaces Pro a récemment été démontrée lors de tests menés par AV-Comparatives, laboratoire indépendant de référence dans le domaine de la cybersécurité. La fonction boostée à l'IA de NordVPN a obtenu la certification officielle, alors qu'elle atteint un taux de détection de 98,2 % pour les URL de phishing et de 80,2 % pour les sites de malwares. Des chiffres qui placent le fournisseur panaméen parmi les meilleurs acteurs du secteur, prouvant l'efficacité de son approche multicouche basée sur l'intelligence artificielle.

Détail supplémentaire qui n'en est pas un : la Protection Anti-menaces Pro de NordVPN évolue en permanence pour s'adapter aux nouvelles menaces. En février 2024, l'outil a analysé 600 000 nouveaux sites et identifié 3 000 attaques zero-day qui ciblaient des marques populaires. Une capacité d'adaptation continue garante d'une protection efficace, toujours à jour.

Conseils pour renforcer votre sécurité contre le phishing

N'oubliez pas que même avec des outils puissants comme la Protection Anti-menaces Pro, il est essentiel d'adopter de bonnes pratiques pour se protéger des attaques de phishing. Voici quelques stratégies simples mais efficaces : Vérifiez toujours les URL : assurez-vous que l'URL commence par « https » et qu'un cadenas est présent à côté ;

Ne cliquez jamais sur des liens suspects : soyez prudent face aux emails non sollicités ou aux offres trop belles pour être vraies. Si quelque chose semble louche, évitez de cliquer ;

Utilisez des outils de sécurité : en plus de la Protection Anti-menaces Pro, activez les extensions de navigateur qui bloquent les sites malveillants. Protégez aussi votre navigation à l'aide d'un VPN, dont l'objectif est de chiffrer et isoler vos données de connexion. Parce qu'il prend en charge NordLynx et OpenVPN, tous deux compatibles avec AES-256, qu'il dispose d'une infrastructure composée de plus de 6 000 serveurs répartis dans 111 pays, et qu'il intègre la Protection Anti-menaces Pro, NordVPN est évidemment tout indiqué ; Maintenez vos logiciels à jour : veillez à ce que votre navigateur, votre antivirus et votre système d'exploitation soient toujours à jour. Cela permet de bénéficier des dernières protections disponibles contre les nouvelles menaces.

L'intelligence artificielle, une alliée incontournable dans la cybersécurité

L'intelligence artificielle a transformé la manière dont les menaces sont détectées et bloquées. Alors que les cyberattaques deviennent de plus en plus complexes, l'IA offre une protection capable d'anticiper les menaces avant qu'elles ne frappent.

Mieux encore : à mesure que les cyberattaques évolueront, l'IA continuera de jouer un rôle central dans la cybersécurité. Sa capacité à apprendre, à s'adapter et à progresser en fonction des nouvelles menaces en fait un élément indispensable des stratégies de défense de demain. Les entreprises et les particuliers doivent intégrer cette technologie pour rester en sécurité dans un monde de plus en plus numérique. Des perspectives d'avenir prouvées par des solutions comme la Protection Anti-menaces Pro de NordVPN, qui démontrent l'importance et l'efficacité de l'IA dans la cybersécurité.





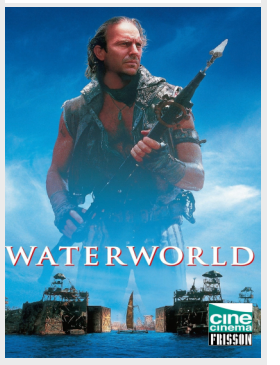








JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Rugby : Championnat des nations — TF1
France / Fidji

21h00 Jeu - 2026 — France 2
N'oubliez pas les paroles

20h50 Série policière Etats-Unis - 2022 — 6ter
The Rookie : le flic de Los Angeles

20h55 Dessin animé - France 2026 — CANAL+
Marsupilami

21h25 Série humoristique — W9
France - 2026
La petite histoire de France

21h00 Thriller — Ciné Cinéma Frisson
Etats-Unis - 1995
Waterworld

21h05 éléfilm sentimental — 6ter
Etats-Unis - 2014
L'étrange Noël de Lauren

21h00 Drame Belgique - Pays-Bas - 2022 — CINE + PREMIER
Close

21h00 Golf : Open de Los Cabos — CANAL+ SPORT
3e tour. Circuit américain.

19h30 Drame historique France - 2026 — CINE CINEMA
Les Rayons et les Ombres

20h50 Film pour la jeunesse — CANAL+ family
Etats-Unis - 2007
Alvin et les Chipmunks

21h25 Série policière — TMC
Etats-Unis
New York Unité Spéciale

21h00 la chaine ACTION



Film d'action (Etats-Unis - 2025)

Revenge Cops

Dans une petite ville sans histoires, un jeune shérif ambitieux et son adjoint désabusé se retrouvent plongés dans une enquête troublante après la découverte du corps d'une mystérieuse inconnue. Leur investigation révèle un enchevêtrement de corruption et de trafic sous l'emprise d'un redoutable cartel...

22h10

Thriller (Etats-Unis - Allemagne 2007)

Le royaume

A Riyad, en Arabie saoudite, un attentat-suicide contre la compagnie pétrolière Gulf Oasis provoque la mort d'une centaine d'Américains. Ronald Fleury, Janet Mayes, Grant Sykes et Adam Leavitt, membres d'une petite section d'intervention du FBI, se rendent sur les lieux du drame. Mais les quatre agents vont vite se heurter à l'hostilité des autorités locales, qui entendent mener seules l'enquête.

Page 16.qxp_Mise en page 1 06/11/2026 3:54 PM Page 1

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:20	12:13	15:05	17:26	18:49
CONSTANTINE	05:25	12:17	15:11	17:31	18:54
ALGER	05:39	12:31	15:26	17:46	19:09
OUARGLA	05:27	12:22	15:24	17:44	19:03
CHLEF	05:46	12:38	15:32	17:53	19:16
MOSTAGANEM	05:50	12:43	15:38	17:58	19:21
ORAN	05:53	12:46	15:41	18:02	19:24

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8635 – SAMEDI 7 NOVEMBRE 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	22°	13°
Oran	22°	15°
Constantine	21°	8°
Ouargla	25°	14°

ALERTE AUX DÉRIVES DE L'IA ET CYBER-GUERRE INFORMATIONNELLE

Le vibrant plaidoyer de Kamel Mansari au Sommet mondial des médias

L'Intelligence Artificielle est en train de devenir rapidement «l'une des armes de déception massive les plus puissantes jamais conçues». C'est par cette mise en garde que le directeur de la publication du journal Le Jeune Indépendant, Kamel Mansari, a lancé les débats à l'aube du 7e Sommet mondial des médias dans la capitale chinoise. Coorganisé par l'agence de presse Xinhua et le gouvernement populaire de la municipalité de Beijing, cet événement international rassemble de nombreux acteurs de l'information autour du thème : «Les médias à l'ère intelligente : du consensus à l'action».



Kamel Mansari lors de son discours.

Alors que les promesses technologiques dominent généralement les agendas, les sessions préparatoires ont été marquées par ce plaidoyer d'un réalisme saisissant, plaçant les participants face aux menaces tangibles qui pèsent sur la souveraineté des nations à l'ère numérique.

L'atmosphère des travaux préparatoires a été profondément ébranlée par ce réquisitoire qui tranche avec l'optimisme béat souvent associé au virage numérique. Kamel Mansari a rappelé dans son discours lors d'un atelier intitulé "les médias à l'ère de l'âge intelligent: du consensus à l'action" que le monde contemporain demeure gouverné par des équilibres de pouvoir stricts, une rivalité géopolitique acérée et une guerre de l'information omniprésente. Dans ce contexte d'affrontement permanent, l'intelligence artificielle s'est rapidement imposée comme l'une des armes de déception massive les plus redoutables jamais façonnées par l'ingénierie humaine. La transformation insidieuse des systèmes algorithmiques modifie la nature même de la confrontation moderne, où le contrôle des récits supplante désormais les manœuvres militaires traditionnelles.

Les outils d'apprentissage automatique et les modèles génératifs, originellement conçus pour fluidifier la communication globale, se voient désormais détournés de leurs finalités pacifiques. La désinformation automatisée, la falsification multimédia et l'usage systématique de faux contenus hyperréalistes constituent le fer de lance de guerres hybrides dévastatrices. Ces offensives permettent de déstabiliser des États de l'intérieur, de fracturer les consensus sociaux et d'ébranler la confiance publique sans qu'aucun coup de feu ne soit tiré. Face à cette réalité de l'ère intelligente, conçue comme une véritable arène de conflit, la transition du consensus à l'action ne peut plus se contenter de déclarations d'intentions éthiques. Elle exige impérativement la mise en place d'une défense dure et opérationnelle pour protéger la souveraineté des peuples.

Pour illustrer le caractère concret et dévastateur de ces menaces, le directeur du Jeune Indépendant a appuyé son argumentation sur la situation de l'Algérie. Le pays fait face depuis plusieurs années à des campagnes de déstabilisation multidimensionnelles orchestrées par divers acteurs malveillants et des entités étatiques hostiles. Ces offensives de cyber-guerre exploitent sans vergogne les technologies algorithmiques avancées, combinant armées de bots automatisées, deepfakes audios et visuels, et diffusion massive de faux contenus informatifs. L'objectif ultime de ces agressions numériques est d'affaiblir les institutions de l'État algérien , d'altérer la perception publique et de ternir l'image internationale de la nation.

Ce cas concret démontre que la désinformation générative n'est pas un simple biais technique, mais un instrument d'agression géopolitique délibéré. Face à cette asymétrie technologique, M. Mansari a déroulé une feuille de route structurée autour de trois piliers fondamentaux destinés à bâtir une réponse globale et souveraine.

Le premier axe repose sur la sauvegarde de la rigueur éditoriale grâce au maintien absolu de la supervision humaine à tous les stades de la production d'information. Les algorithmes actuels sont programmés pour favoriser l'engagement émotionnel et la viralité narrative, et non pour rechercher la vérité factuelle. Abandonner le travail d'investigation ou la ligne éditoriale à des modèles automatisés constituerait un véritable suicide professionnel. Il est donc indispensable de réaffirmer le principe de l'humain dans la boucle afin d'empêcher que la quête d'audience ne supplante le devoir de rigueur.

Le deuxième pilier s'attaque directement à l'hégémonie technologique et aux biais idéologiques portés par les géants du secteur. Actuellement, l'infrastructure mondiale de l'intelligence artificielle reste concentrée entre les mains d'un petit cartel de conglomérats technologiques principalement occidentaux. Cette concentration d'outils stratégiques permet à des algorithmes étrangers de dicter la visibilité des contenus et d'imposer une vision normée de la réalité, souvent au détriment des nations du Sud Global.

Pour sortir de cette dépendance technologique et politique, il devient urgent de développer, selon M. Mansari, des capacités d'IA souveraines, indépendantes et régionales, tout en nouant des alliances transfrontalières solides entre médias engagés pour la diversité des récits.

Enfin, le troisième pilier préconise une posture de défense tactique immédiate face aux attaques numériques quotidiennes. "La détection des contenus manipulés ne peut plus se faire a posteriori, car vérifier un deepfake plusieurs jours après sa viralité équivaut à dresser le constat d'une confiance déjà détruite", a souligné M. Mansari. La riposte exige la création d'un réseau mondial de vérification en temps réel, s'appuyant notamment sur des solutions de certification cryptographique des contenus pour authentifier la source de chaque information avant sa diffusion massive, a-t-il préconisé.

Cette intervention majeure a insufflé une prise de conscience salutaire parmi les participants du sommet de Pékin. En rappelant que le progrès ne découle pas d'un optimisme passif mais d'un réalisme lucide et d'une organisation décisive, la presse algérienne s'est affirmée comme un acteur engagé sur la ligne de front éditoriale. Alors que l'inauguration solennelle de l'événement scelle la mobilisation des rédactions mondiales, le message transmis à Pékin demeure limpide : à l'ère de l'intelligence artificielle, la préservation de la vérité et la défense de la souveraineté informationnelle constituent désormais un enjeu prioritaire de sécurité nationale pour chaque État.

S. Ould Brahim

LA BELLE HISTOIRE SE PROLONGE

Une délégation de Lawrence en visite en Algérie du 9 au 14 novembre

DES RESPONSABLES et représentants de la ville américaine de Lawrence, dans le Kansas, se rendront en Algérie à l'invitation du gouvernement algérien, du 9 au 14 novembre. Ce voyage prolonge le lien exceptionnel noué pendant la Coupe du monde 2026.

L'ambassade d'Algérie aux États-Unis a invité plusieurs membres de la communauté et partenaires locaux qui ont contribué au chaleureux accueil de la sélection nationale et des supporters algériens durant la coupe du monde 2026.

Un groupe de près de 50 personnes, se rendra en Algérie la semaine prochaine. Il réunit le personnel et les enseignants de l'université du Kansas, des responsables de la ville et du monde économique, ainsi que des habitants, tous invités personnellement. Le groupe sera sur place du lundi 9 au vendredi 14 novembre.

Le maire, Brad Finkeldei, et la commissaire Amber Sellers représenteront le conseil municipal de Lawrence. Au programme : des expériences culturelles, des visites de sites historiques et des rencontres pour renforcer les liens entre les deux communautés.

«Cette invitation extraordinaire reflète la chaleur et la générosité que toute notre communauté a témoignées à l'Algérie cet été, a déclaré M. Finkeldei. Nous sommes profondément reconnaissants envers nos hôtes algériens pour leur hospitalité et leur amitié. Même si tous ceux qui ont contribué à cet accueil ne peuvent pas faire ce voyage, nous emportons avec nous la gratitude et la bienveillance de Lawrence.»

Le lien entre les habitants de Lawrence, les Verts et leurs supporters a été l'une des histoires les plus commentées du Mondial. Étudiants, commerçants, responsables locaux : toute la ville s'est mobilisée, et les soirées de visionnage étaient souvent aux couleurs vert, blanc et rouge. Lors du dernier match avant le départ du camp de base, les supporters algériens avaient déployé une banderole géante : «Thank you, Lawrence».

Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait invité le maire de Lawrence et le gouverneur du Kansas à une visite amicale en Algérie. «On va également inviter 100 touristes, pris en charge par l'État, afin qu'ils visitent l'Algérie et la découvrent», avait-il ajouté.

Le 12 juillet, le Conseil des ministres avait aussi annoncé des projets de jumelage entre Tipaza et Kansas City, et entre Biskra et Lawrence.

Nassim Mecheri